



Mouvement
pour la coopération
internationale

Un nouvel avenir pour la coopération

Cahier 3

Formation



1962
50
2012

Cahiers

Un nouvel avenir
pour la coopération

1

Le MCI, 50 ans
de coopération
et après ?

2

Peuples
autochtones

3

Formation

4

Economie
solidaire

Auteurs

Carmen Cerchierini, chargée du projet RSE au MCI

Antonio Sanchez, directeur du CLEBA

Norma Ariosa, chargée du projet CMU au MCI

Isabelle Duquesne a été directrice de Développement et Civilisations - Le Bret-Irled jusqu'en 2012. Elle est actuellement responsable du Programme agriculture et alimentation au Comité Français pour la Solidarité Internationale.

Aurélien Stoll, coordinateur des activités du 50^{ème}-MCI

Relecture du cahier

Sophie de Rivaz

Crédits photos

Mouvement pour la coopération internationale
Autres sources mentionnées dans le cahier

Edition

Mouvement pour la coopération internationale

Graphisme

Giganto, www.giganto.ch

Impression

Imprimerie Minute SA, Genève

Financement

Mouvement pour la coopération internationale
Fédération genevoise de coopération (FGC)

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**

Contacts

Mouvement pour la coopération internationale
15 rue des Savoises, 1205 Genève
022 320 29 02
mci.fgc@gmail.com
www.mci.fgc.ch

Les cahiers 1, 2, 3, 4: « Un nouvel avenir pour la coopération » sont disponibles au MCI .

A l'occasion de son 50^{ème} anniversaire le MCI a publié un film destiné aussi bien à sensibiliser le public qu'à servir de matériel didactique : « **Un nouvel avenir pour la coopération** » disponible avec des bonus sur [youtube.com/usermci1962012](https://www.youtube.com/user/mci1962012) ou en DVD.

Date d'édition du cahier

Novembre 2013

Remerciements

CLEBA, CMU, RSE, les membres du MCI, la FGC, les collectivités publiques qui ont soutenu le travail du MCI au cours des 50 dernières années, toutes les personnes qui ont participé à la réalisation des activités du 50^{ème} anniversaire

Photo de couverture

Atelier de sensibilisation sur les questions sanitaires liées à l'eau organisé par le Réseau Social et Environnemental à La Plata en Argentine.
Photo RSE

Abréviations

CLEBA – Centre Laubach d'éducation populaire de base pour adultes

CMU – Maison de la femme de La Unión (Casa de la Mujer de la Unión)

FGC – Fédération genevoise de coopération

INAU – Institut national de l'enfant et l'adolescent

MCI – Mouvement pour la coopération internationale

OIA – Organisation autochtone d'Antioche

PISA – Programme international pour le suivi des acquis des élèves

RSE – Réseau social et environnemental

UTU – Institut public pour la formation technique

Table des matières

Abréviations	5
Avant-propos	8
Introduction	11
Capitalisation de trois projets du MCI dans le domaine de la formation	13
Argentine – Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif – Renforcement d’une plateforme sociale et environnementale [RSE]	14
Colombie – Un projet d’éducation pour adultes avec les femmes de la vallée d’Aburra.....	24
Uruguay – Maison de la femme de La Unión (Casa de la Mujer de la Unión-CMU)	34
Résultats de l’atelier sur la formation	48
Conclusion	52
Annexes	56
Annexe 1 – Déclaration finale du 50 ^{ème} anniversaire du MCI.....	56
Annexe 2 – Présentation du MCI	60
Annexe 3 – Contexte historique et politique uruguayen	62
Annexe 4 – Uruguay – Pauvreté, exclusion et genre.....	69
Notes	72

Avant-propos

En 2012, le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) célèbre son 50^{ème} anniversaire. Un demi-siècle d'engagement dans la coopération avec le Sud est une étape qui interpelle. Il y a 50 ans est apparue la volonté de mettre en œuvre une coopération Nord-Sud afin de combler les retards de développement dans les pays du Sud et permettre aux populations de ces pays de bénéficier d'un niveau de vie acceptable. Souvent envisagée en ses débuts en termes de rattrapage et de modernisation, cette coopération a traversé durant ces 50 ans de multiples étapes. Aujourd'hui, et notamment grâce aux travaux permettant de définir l'empreinte écologique, les approches et les solutions sont devenues multiples et complexes. Voulu pour devenir inutile dans les meilleurs délais, la coopération reste toujours aussi indispensable. Le contribuable s'interroge lui aussi: pourquoi après tant d'années, continuer à destiner une partie du budget des collectivités publiques à la coopération? Des questions viennent à l'esprit: Pourquoi cette coopération est-elle encore nécessaire? Qu'est-ce qui a empêché qu'elle devienne inutile? Y a-t-il des responsables? Les projets des ONG sont-ils inadaptés? Y a-t-il des modes de coopération mieux adaptés, plus efficaces que d'autres? Comment y voir clair?

A considérer l'expérience du MCI, il semble que la coopération des ONG du Nord avec le Sud est souvent, mais pas toujours, pratiquée dans la volonté de devenir inutile. Mais elle est souvent confrontée à des réalités politiques qui ne sont pas en cohérence avec cet objectif.

Du thème du 40^{ème} anniversaire du MCI: «Quelle coopération, quel partenariat pour quel développement?» au thème général du 50^{ème}: «Le MCI, 50 ans de coopération et après?», devenir inutile devrait toujours être l'objectif à rechercher. Les incohérences sont nombreuses, parfois elles sont à rechercher dans les cadres économiques, politiques et culturels ou dans la nature des projets.

Hypothèse pour l'avenir

L'expérience du MCI semble montrer que les modes de coopération les plus efficaces sont ceux portés par des partenaires du Sud qui, à partir de réalisations locales ou régionales déjà porteuses d'autonomie, aboutissent à des propositions de politiques publiques au Sud. Ces propositions, quand elles sont mises en œuvre, vont bénéficier à un nombre étendu de groupes, à une population beaucoup plus large que les bénéficiaires directs initiaux. Ces propositions peuvent avoir une répercussion non seulement locale, mais aussi régionale, voire nationale.

Si cette hypothèse se vérifie, cela signifie que les partenaires doivent être soutenus par des aides dont le terme n'est pas systématiquement limité dans le temps. Ces partenaires doivent pouvoir également disposer des moyens leur permettant de vivre leur vie démocratique interne et de disposer des infrastructures indispensables à leur travail.

Déoulant du constat, la coopération des ONG du Nord ne doit-elle pas être plus systémique et davantage intervenir en direction des politiques publiques des Etats du Nord et des organisations internationales?

Vérification de l'hypothèse

Cette vérification doit commencer au sein du MCI par la relecture de son parcours d'un demi-siècle, des actions et projets soutenus. Ont-ils apporté les changements sociaux espérés?

Pour répondre à cette question, le MCI réalise une « capitalisation » de son histoire, de processus poursuivis, de réflexions, de quelques projets soutenus. Pourquoi certains projets n'ont-ils pas abouti à un succès? Quelles sont les facteurs de réussite d'autres projets?

Ce travail a pour objectif de mieux cerner l'expérience du MCI, de tirer quelques leçons fortes et de s'exprimer quant à l'avenir de la coopération internationale.

La capitalisation a constitué le point de départ du 50^{ème} et a été complétée et enrichie au fur et à mesure de l'année 2012 avec ce qu'ont révélés les résultats des activités réalisées. En mars et avril 2012, trois débats publics ont eu lieu : le premier sur l'actualité de la conférence de Bandung de 1955, un deuxième sur l'ONU et un troisième sur les modes de coopération de la Suisse et de Genève. Chaque débat a été organisé en deux temps. Dans un premier temps, les intervenants se sont exprimés sur les thématiques des débats. Les résultats des débats sont présentés dans le cahier numéro 1 « Le MCI, 50 ans de coopération et après? ». Dans un deuxième temps, ils ont commenté l'hypothèse présentée ci-contre.

En octobre, le MCI a fait venir à Genève ses partenaires pour réaliser avec eux des ateliers permettant également de vérifier son hypothèse. Outre l'hypothèse centrale, les thèmes abordés au cours des ateliers concernaient : l'économie solidaire, les peuples indigènes et la formation. Cette semaine d'ateliers a abouti à la signature d'une déclaration (lire en annexe 1) définissant les limites du modèle actuel de coopération et proposant de nouvelles pistes à explorer.

Finalement, un film qui fait le point sur l'engagement et les questionnements du MCI a aussi été publié.

Le travail de capitalisation qui suit se situe à mi-chemin entre un rapport technique et un texte plus littéraire. Il est l'oeuvre de membres du MCI et de partenaires de terrain aux profils variés. Ce document reflète la diversité de ses auteurs.

Introduction

Ce cahier présente les projets menés par trois organisations, respectivement argentine, colombienne et uruguayenne, auprès de plusieurs milliers de personnes issues de communautés ou de groupes sociaux vulnérables et marginalisés.

En Argentine, le Réseau social et environnemental (RSE) regroupe plusieurs dizaines d'organisations d'appui aux initiatives communautaires de développement durable. Partie prenante, l'Université de La Plata met ses compétences académiques au service de cette mobilisation de la société civile.

En Colombie, le Centre Laubach d'éducation populaire de base pour adultes utilise une pédagogie innovante, la Pédagogie du texte, pour que les personnes vulnérables retrouvent leur dignité, humaine, économique, sociale et le goût d'un « projet de vie », d'une citoyenneté pleine.

En Uruguay, l'association Maison de la femme de La Unión (CMU) a été créée dans les quartiers pauvres de Montevideo pour offrir aux très jeunes filles en situation de grossesse précoce, la possibilité de continuer leurs études et de reprendre le cap de leur vie. Face au constat de la féminisation croissante de la pauvreté, l'organisation a ouvert son champ d'action à l'ensemble des adolescentes de ces quartiers. Elle accorde, de plus, une large part à la concertation avec les acteurs locaux, publics et institutionnels.

Ces expériences sont remarquables par leur efficacité. Elles ont en commun d'être le reflet d'une mobilisation de longue durée de secteurs de la société civile pour combattre, avec les populations, les situations d'exclusion dont ces dernières sont victimes. Elles posent les bases d'une économie qui met les hommes et les femmes au cœur de toute entreprise et prend en considération les droits humains des générations à venir.

L'accent est ici porté sur la formation. Cette dimension peut être l'objet même du projet, comme dans le cas du CLEBA. Elle peut en être un élément transversal et incontournable : on le verra pour les actions menées par le Réseau social et environnemental et Casa de la Mujer, mais aussi pour les expériences présentées dans les autres cahiers de capitalisation [Economie solidaire et Peuples autochtones].

En effet, sans exception, tous les projets décrits comportent une importante composante de formation et d'éducation, qu'il s'agisse :

- d'éducation non formelle (alphabétisation des jeunes ou des adultes) ;
- d'éducation formelle (certaines formes de rattrapage scolaire) ;
- de formation complémentaire, nécessaire à l'exercice d'un emploi ou de responsabilités citoyennes, dans le cadre d'expériences associatives, rurales ou urbaines, syndicales, politiques, coopératives, d'économie alternative, de micro crédit et de multiples autres.

Dès lors que les projets se déroulent avec des populations pauvres, tous les projets comportent des tâches de formation, ayant comme premier résultat d'élever le niveau de conscience des concernés pour faciliter leur participation.

Par ailleurs, il faut souligner que le projet de développement communautaire urbain mis en œuvre par le RSE pourrait aussi bien figurer dans le cahier Economie solidaire.

La capitalisation permet de mieux comprendre la spécificité de chacune des expériences, de décrire les innovations dont elles sont porteuses ainsi que les facteurs de réussite. Elle permet également de dégager des messages de portée plus générale : comment contribuer à la multiplication de ces initiatives citoyennes porteuses de réelles alternatives économiques, sociales et environnementales ? Comment influencer sur les politiques publiques de façon à ce qu'elles intègrent les acquis des projets ?

Il s'agit enfin d'un bilan du partenariat entre ces organisations latino-américaines et une organisation suisse d'appui au développement, le Mouvement pour la coopération internationale (MCI). Des messages forts sont délivrés sur ce que veut dire « solidarité internationale ».

Capitalisation de trois projets du MCI dans le domaine de la formation

Argentine - Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif - Renforcement d'une plateforme sociale et environnementale (RSE)

Par Carmen Cerchierini, chargée de projet au MCI

Local servant de cantine populaire dans le cadre du projet.



Ville de La Plata.

Photo GINDELIS



Contexte

Une démocratie argentine qui se remet difficilement des coups d'Etat militaires, une économie aux prises avec les politiques néolibérales

En Argentine, entre 1930 et 1976, des coups d'Etat militaires ont interrompu régulièrement les régimes démocratiques. L'objectif est, à chaque fois, la protection des intérêts des oligarchies nationales, composées de propriétaires terriens, associées aux grands capitaux étrangers, au détriment des populations les plus défavorisées. Dans cette lignée, le dernier coup d'Etat a mis en place, en 1976, un régime politique favorable à l'instauration de mesures économiques néolibérales telles que souhaitées par les détenteurs de capitaux étrangers. Ce but a été atteint, au prix de milliers de morts, de plus de trente mille disparus, d'autant d'exilés... Mais, en 1983, le total discrédit des militaires a permis le retour à la démocratie.

L'Argentine doit aujourd'hui assumer, outre le poids des politiques néolibérales et la forte pression des capitaux étrangers, l'existence des forces armées et policières qui jouissent encore de privilèges et entravent le développement d'une démocratie saine. S'y ajoute le fait que les partis politiques ont gardé intacts leurs pires défauts: démagogie, populisme et clientélisme!

Une société civile qui se mobilise

Dans ce contexte, une partie de la société civile s'organise pour venir en aide aux plus démunis. Au fil des



Situation de la ville de La Plata en Argentine.
Carte Krusser



Les groupes de production communautaires sont nés principalement à la fin des années 90 sous l'impulsion de travailleurs au chômage dans un contexte de crise économique majeure.

années naissent des organisations, fruits de la mobilisation de citoyens face à la dureté des situations politiques et économiques.

Ainsi, en 1984, peu après le retour de la démocratie, se crée à Berisso, dans la province de Buenos Aires, le Centre culturel Berisso, renommé Association Carlos Lebed, après la mort de son principal fondateur. Cette initiative est portée par des «voisins» et «ex-voisins» de Berisso. Ces derniers tiennent à cette dénomination d'«ex-voisins» car, dans les années 1970, persécutés en tant que membres des «Conseils de voisins¹», ils ont été obligés de quitter la ville.

Le centre culturel poursuit l'objectif de reconstituer le tissu social de Berisso, sévèrement détérioré par la forte répression puis par la fermeture de la principale source de travail, l'entreprise Frigorífico Swift, en 1979. Le centre décide d'agir dans deux domaines principaux: la restauration de l'héritage culturel de Berisso et le travail avec les enfants des familles les plus touchées par ces dures années. Très vite est mis en place l'Atelier pour enfants Berisso. Aujourd'hui, ceux qui, enfants, participèrent à ces ateliers, ont plus de 20 ans. Certains sont chefs de famille. La majorité est sans emploi. En 1998, est créé le Centre Galpon Sur qui met en place une bibliothèque et des ateliers pour enfants afin que ces quartiers oubliés des autorités aient accès à la culture et à la lecture.

Le Centre d'études pour la promotion et le développement durable (CEPRODES) commence, dès 2002, ses activités d'appui au développement des communautés des quartiers marginalisés de la ville de La Plata et de ses zones rurales.

Toujours en 2002, l'association Pan para los pibes [Du pain pour les gamins] naît de la réflexion et l'organisation d'un groupe de voisins de la localité de Melchor Romero, dans le département de La Plata. Ils ont décidé de s'unir et de trouver ensemble un moyen d'affronter le chômage qui frappe lourdement leurs quartiers. Toujours active aujourd'hui, cette association appuie des initiatives communautaires diverses: jardins potagers, élevage, conserves alimentaires... En 2003, l'association Auca Lihuen voit le jour dans la localité d'Esteban Echeverría. Son objectif est d'accompagner les habitants des quartiers défavorisés. Des projets autogérés visent à améliorer leurs dures conditions de vie. L'association intervient principalement au niveau de la santé, du commerce équitable et de la production agricole durable.

De l'organisation des sans-emploi au Réseau social

La gravité de la situation économique, qui affecte les classes sociales les plus pauvres, appelle des mesures urgentes. Apparaissent alors les premiers potagers communautaires et les *comedores populares*, les cantines communautaires, dans les quartiers sensibilisés par ces associations. Leurs dirigeants sont des leaders naturels formés dans les espaces de liberté et de responsabilité que furent les Ateliers pour enfants qu'ils fréquentèrent vingt ans auparavant.

A la recherche de conseils pour la culture de leurs potagers, ils font appel à la Faculté des sciences agronomiques et forestières de La Plata, proche des quartiers qui commencent

à s'organiser. Les premières relations sont établies avec des étudiants puis s'étendent ensuite à l'institution elle-même. La Faculté leur fournit un appui technique et leur prête un champ. Les habitants des quartiers peuvent ainsi agrandir les potagers, construire une petite étable pour l'unique vache qui donne du lait pour les enfants des cantines. L'université intervient aussi comme intermédiaire face à l'Etat pour l'obtention de quelques subventions. Les étudiants d'agronomie appliquent leurs connaissances techniques aux nombreux potagers qui se créent spontanément pour affronter la crise, laquelle ne cesse de s'aggraver. Enfin, à travers l'université et la Fédération des étudiants d'agronomie, les associations d'habitants entrent en contact avec d'autres organisations sociales dans tout le pays. C'est ainsi que commence à se construire un réseau citoyen, lors des rencontres sociales organisées entre 1997 et 2000. Ici, l'expérience des fondateurs de l'atelier Lebed est inestimable. Ils apportent un savoir-faire, légitimé par plusieurs décennies au service du développement, essentiel à toute organisation populaire: susciter l'organisation de

groupes humains, forts de valeurs solidaires qui préfigurent une nouvelle société.

Le Réseau social et environnemental (RSE) naît en 2003, de l'initiative de ce groupe d'organisations civiles, dans le but de créer une meilleure synergie. Aujourd'hui, le Réseau est enrichi par l'échange d'expériences avec d'autres associations membres actives dans la quasi-totalité du pays.



Quartier du projet.



Dans les quartiers concernés par le projet, les services publics tels que les égouts et les services sanitaires sont déficients et l'eau utilisée est contaminée.

Projet et partenariat

Un projet pour renforcer l'action du Réseau social et environnemental

L'idée de soumettre un projet au MCI afin de disposer de moyens d'action supplémentaires surgit d'un constat: malgré tous les efforts faits par les organisations du Réseau social et environnemental, les populations n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins fondamentaux. Un renforcement des structures existantes s'impose.

La demande est double: les associations veulent offrir aux habitants une meilleure formation et des possibilités de spécialisation professionnelle. En effet, les lacunes dans ces domaines ne permettent pas l'utilisation optimale des machines achetées avec les subventions du plan gouvernemental *Argentina trabaja*² [L'Argentine travaille], et les rendements restent en deçà des attentes.

Le projet s'attaque au défi de produire plus grâce à une meilleure formation professionnelle mais aussi à celui de produire aujourd'hui sans compromettre l'avenir des générations futures. Ce dernier point implique une prise de conscience de la nécessité de sauvegarder les ressources naturelles.

Objectifs et stratégie d'un projet au service des communautés urbaines

A moyen et long termes, le projet cherche à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de communautés urbaines organisées dans un contexte de pauvreté et de marginalisation, en renforçant les centres de production communautaire et l'échange d'expériences. Il vise également à consolider un processus de développement durable et autonome de ces communautés.

Dans cette optique, plusieurs objectifs spécifiques s'articulent à court terme.

- Il s'agit de renforcer la situation sociale, économique, culturelle et technologique des zones périurbaines de La Plata et de Berisso par des initiatives communautaires de production.
- A cela s'ajoute la promotion, dans les zones urbaines et périurbaines de La Plata, de Berisso et d'Ensenada, d'une prise de conscience collective autour de l'eau. La plupart de ces quartiers ne disposent pas d'accès à l'eau potable: il s'agit de sensibiliser les populations à

l'importance pour la vie humaine de l'eau, de garantir l'accès à cette ressource ainsi que sa qualité, de rationaliser son utilisation.

- Pour agir au niveau de la prévention sanitaire, l'introduction de pratiques d'hygiène de vie s'impose.
- Enfin, le projet veut promouvoir l'égalité de participation des hommes et des femmes dans les espaces de discussions et de prises de décisions, à partir de la prise de conscience du rôle de la femme dans les initiatives communautaires de production durable.

Une stratégie pour promouvoir des initiatives de production communautaire en zones urbaines et périurbaines

Pour appuyer les initiatives de production communautaire, le projet met l'accent sur l'éducation, la formation technique, la planification et le suivi des résultats, dans une logique participative qui garantit l'adéquation des outils du projet avec les priorités des populations. Cette proposition alternative pour le développement veut permettre l'intégration et le renforcement de ces communautés par de nouvelles formes de travail leur permettant de faire face aux difficiles réalités de vie.

Des activités touchant aux différentes dimensions de la vie communautaire pour des résultats économiques et sociaux avérés

Comme mentionné, le renforcement des initiatives communautaires de production passe par la formation technique - pour maîtriser l'élevage avicole, la production laitière, la fabrication de fromages, de confitures ou de conserves, la boulangerie, la confection textile, la menuiserie -, mais aussi la formation entre pairs par l'échange d'expériences.

Les résultats sont encourageants. Les groupes suivis par le projet ont rendu leurs méthodes de production plus efficaces grâce à l'incorporation de technologies et de connaissances appropriées ainsi qu'à l'amélioration de leurs lieux de travail. Ceci a permis d'augmenter leur niveau de production tout en diminuant l'incidence des coûts (voir le tableau ci-contre).

Mais produire plus et mieux ne suffit pas. Il faut aussi savoir gérer et commercialiser. Des formations en gestion, administration et techniques de vente sont donc proposées.

Ici aussi, les effets sont positifs: formées aux techniques de commercialisation et aux stratégies de marketing, les communautés ont amélioré l'accès au marché local de



Production communautaire de fromages.
Photo RSE

leurs produits. Et ce d'autant plus que l'acquisition de ces nouveaux savoir-faire va de pair avec l'amélioration des infrastructures, qu'il s'agisse des locaux de production ou de commercialisation.

Enfin, la création d'emplois est un résultat notable, et non des moindres, au vu de l'échec généralisé dans ce domaine de l'économie dominante. Cette redynamisation des initiatives communautaires de production et de commercialisation permet à un nombre croissant de membres des organisations participant au projet de retrouver un travail salarié digne et durable.

Le tableau ci-contre présente quelques résultats qui montrent l'efficacité économique et sociale du modèle de développement communautaire expérimenté par le projet. Concernant les problèmes plus généraux, les impacts sont aussi visibles.

Les ateliers sur l'utilisation appropriée de l'eau et sur

Activités	Résultats
Boulangerie-confiserie	<ul style="list-style-type: none"> - 16 formateurs en boulangerie formés - augmentation de 1 à 3 postes de travail par boulangerie selon les quartiers - diminution des coûts de production de 1% - revenu des salariés augmentés de 9%
Laiterie et fromagerie	<ul style="list-style-type: none"> - 4 personnes formées dans le métier - 2 postes de travail créés (production et commercialisation) - la production a augmenté de 2% - le revenu des salariés a augmenté de 6% - la participation des femmes pour cette initiative s'élève à 55%
Textile	<ul style="list-style-type: none"> - 4 personnes formées - la production a augmenté de 12% - le revenu des salariés a augmenté de 12%
Menuiserie	<ul style="list-style-type: none"> - 5 personnes formées - 1 poste de travail créé dans la commercialisation - la production a augmenté de 60%

Elevage communautaire.
Photo RSE



l'hygiène ont amené les participants à comprendre l'influence de l'eau sur la santé et l'importance d'avoir accès à une eau potable. Ils sont donc plus attentifs qu'auparavant à la protection de ce bien et au respect des pratiques d'une utilisation adéquate. Ils ont aussi appris à faire le lien entre santé et conditions de vie, hygiène personnelle et pratiques sanitaires préventives. Ils commencent donc à fréquenter régulièrement les centres primaires de santé, à recourir aux vaccins et aux dépistages, etc. Par exemple, toutes les familles concernées par le projet sont allées au moins deux fois dans les centres de soins primaires de santé.

Le projet a aussi permis d'améliorer les infrastructures des cantines communautaires. On peut constater une forte fréquentation de ces cantines par les habitants des quartiers concernés. Au moins un membre de chaque famille y prend chaque jour le repas de midi ou celui de 16h00.

Les ateliers sur le genre ont permis aux personnes



A la recherche de conseils pour la culture de leurs potagers, des associations d'habitants font appel à la Faculté des sciences agronomiques et forestières de La Plata. La Faculté leur fournit un appui technique et leur prête un champ.

Photo RSE

présentes de prendre la mesure du double rôle des femmes, soutien de l'économie familiale et pilier fondamental des initiatives communautaires. Elles s'expriment désormais dans les instances de débats et de prises de décisions et on tient compte de leurs opinions. Cela se traduit par une revalorisation de leur avis au sein des organisations où elles sont actives et par la participation, en 2012, de deux cents d'entre elles à la Rencontre nationale des femmes.

Un projet qui prend des mesures, y compris financières, en faveur de l'autonomisation et de l'indépendance des partenaires impliqués

Le projet présenté au MCI concerne cinq associations membres du Réseau. Chaque association a son fonctionnement propre et est financièrement autonome, par exemple quant à la cotisation des membres et aux activités ponctuelles de collectes de fonds. À terme, quand les communautés aidées seront devenues autonomes, ces associations pourront envisager d'appuyer d'autres communautés.

Un partenariat fécond et mutuellement enrichissant entre le MCI et le RSE

Il a fallu deux ans entre le moment où le MCI a pris connaissance du travail du RSE et celui où le projet, formalisé, a pu être introduit auprès de la Fédération genevoise de coopération (FGC) afin de bénéficier d'un soutien financier. Ce laps de temps nécessaire a permis au MCI de se doter en interne des ressources humaines à même de suivre le projet et a donné lieu à un intense échange de correspondance entre

l'organisation genevoise et le Réseau social et environnemental. Il s'est agi de préciser, clarifier et traduire au mieux, sous forme de projet, la globalité de l'action du partenaire argentin. Le projet, accepté par la FGC à la fin 2009, a démarré au début 2010.

Depuis, le RSE est un partenaire très actif et dynamique. En attestent les exemplaires de supports pédagogiques utilisés dans les différents ateliers de formation, le matériel

Les ateliers sur le genre ont permis aux personnes présentes de prendre la mesure du double rôle des femmes, soutien de l'économie familiale et pilier fondamental des initiatives communautaires.

Photo RSE



visuel ou les rapports d'activités que l'équipe argentine fait parvenir régulièrement au MCI, par exemple sur la participation des femmes du réseau à la Journée nationale des femmes ou sur l'implication, très active dans la manifestation «L'autre bicentenaire, le bicentenaire des peuples». La pertinence des contributions aux réflexions sur le développement menées par le MCI à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire interpelle. Citons leur proposition en réponse à la question «Comment faire pour favoriser la codécision?»:

«Il faudrait mettre en place des instances de formation conjointes, s'adressant autant au MCI qu'à ses partenaires de terrain - sous forme de stages par exemple -, et abordant l'appui technique dans différents domaines: la question du genre, la santé préventive, le développement local et soutenable, la capacité à influencer sur les politiques publiques. L'objectif serait de construire un socle de connaissances communes qui favorise une prise de décision pertinente sur la forme et la mise en œuvre des projets.»

Par ailleurs, lors d'une visite à Genève, des membres du RSE ont témoigné à quel point l'impact du projet dépasse les «bénéficiaires directs». Il s'agissait de personnes

représentant des organisations qui n'étaient pas intégrées directement au projet soutenu par la coopération suisse mais qui participaient aux réunions d'échange d'expériences. Elles ont souligné l'impact positif qu'a eu, pour tout le Réseau, l'acceptation du projet par le MCI et la FGC: énorme élan et regain d'énergie palpable chez tous les membres.

Quelques instantanés de la vie du projet

Le premier atelier prévu dans le projet de sensibilisation sur l'utilisation appropriée de l'eau a lieu au mois de mai 2010, par une froide journée. Mais le résultat est très encourageant car, malgré la température peu clémente, les participants sont nombreux. Il faut préciser que ces ateliers se déroulent en plein air. Les locaux, exigus, ne sont pas chauffés. Il fait donc plus doux dehors que dedans. Parmi les participants, on dénombre de nombreux autochtones. En effet, ils ont dû fuir leurs campagnes envahies par la culture intensive du soja transgénique, phénomène nommé «*sojización*»³. Ce sont eux qui peuplent massivement les quartiers périurbains ou urbains pauvres et sont heurtés de plein fouet par

Atelier de sensibilisation sur les enjeux sanitaires liés à l'eau.

Photo RSE



Financement-durée du projet

Durée du projet : 01.03.2010 - 31.03.2012

Coût total du projet : CHF 531 059.-

Participation locale : CHF 303 442.-

Demande à la Fédération genevoise

de coopération : CHF 227 617.-



Assemblée populaire dans un quartier défavorisé de La Plata animée par un membre du RSE

le chômage : dans les villes, même quand il y a du travail, les employeurs préfèrent des gens de type européen...

Dans tous les ateliers et les initiatives communautaires, les gens sont très enthousiastes, fiers de « leur » projet. Et que dire de la participation de deux cents femmes du Réseau à la journée nationale des femmes⁴, en octobre 2012 à Parana, vécue comme un événement de haute importance par toute la communauté, et pas seulement par les femmes!

Colombie – Un projet d'éducation pour adultes avec les femmes de la vallée d'Aburra

Par Antonio Sanchez, directeur du Centre Laubach d'éducation populaire de base pour adultes (CLEBA)

Dans les communes d'Itagüí, Caldas et Copacabana, dans lesquelles le projet s'est déroulé, une analyse détaillée des chiffres montre que ce sont les femmes qui souffrent le plus d'analphabétisme et que le taux de scolarisation décroît dans le même temps qu'augmente l'âge. Ci-dessous, un groupe d'étudiantes qui participent au projet.

Photo CLEBA



Le contexte

Richesse de la géographie et pauvreté de la population

La Colombie est située à l'extrême nord de l'Amérique du Sud. Bordé par la vaste forêt amazonienne, l'isthme de Panama et les océans Pacifique et Atlantique, traversé par la cordillère des Andes, le pays recèle une grande variété de climats et d'écosystèmes. Le découpage administratif partage le territoire national en départements, communes et *corregimientos*⁵. Les trois quarts de ses 45 millions d'habitants vivent en zone urbaine. La tranche d'âge des 0-14 ans représente 33% de la population, celle qui va de 15 à 64 ans, 62% et les plus de 65 ans atteignent à peine 5%.

Malgré une croissance annuelle du PIB de 5,5% en moyenne ces dernières années, le taux de chômage se maintient à 12% et plus de 60% de la population vit dans la pauvreté, dont 23% sous le seuil de pauvreté. Le coefficient de Gini qui mesure la concentration de la richesse⁶, était de 0,61% en 2009 et le taux de concentration de la propriété terrienne atteignait 0,85%. Au palmarès de l'inégalité, cela fait de la Colombie le premier pays en Amérique latine et le quatrième dans le monde : 10% de la population possède la moitié de la richesse nationale tandis que les 10% les plus pauvres se partagent à peine 0,6% du PIB.

Des régimes politiques qui ont fragilisé les droits constitutionnels

Le gouvernement du Président Uribe (2002-2010) a restreint le système de libertés civiles et politiques, remis en cause la séparation des pouvoirs en renforçant le régime présidentiel, restauré les régimes d'exception. Dans le même temps, il a diminué les mécanismes légaux et constitutionnels permettant un contrôle de ces régimes d'exception et a imposé des limites à l'action de tutelle⁷ comme garantie des droits économiques, sociaux et culturels. De plus, les traités internationaux signés par la Colombie ont été ignorés, ainsi que les recommandations de la communauté internationale et du Haut commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'homme.

En réalité, la grande majorité de la classe politique et des partis traditionnels, conservateurs et libéraux, ne montre aucun intérêt à mettre en place une réforme politique démocratique ou des projets politiques collectifs qui dépassent les échéances électorales. En effet, la plupart des



Situation de la ville de Medellín en Colombie.
Carte Bourrichon

parlementaires sont les principaux bénéficiaires d'un système clientéliste, alimenté par les lobbies économiques et financiers. Aucune réforme politique ne s'est donc attaquée aux problèmes fondamentaux de la pauvreté et de l'exclusion qui assaillent le peuple colombien.

Un conflit armé qui dure depuis les années 1960

De plus, un conflit armé interne dure depuis les années 1960, passant par une série d'étapes de recrudescence, notamment lorsque certains secteurs ont commencé à financer le narcotrafic et que se sont créés les groupes paramilitaires. Les différents groupes de la guérilla sont également pointés du doigt, par le gouvernement colombien notamment, pour leur implication avec les trafiquants de drogue et d'armes. On calcule à cent mille le nombre de mines antipersonnel, dont les civils sont les principales victimes. Quelque quatre millions de réfugiés ont fui les groupes paramilitaires et guérilleros ; des familles entières ont quitté les campagnes pour échapper au recrutement forcé.

La situation préoccupante de l'éducation

Le taux de scolarisation est de 92% en primaire, de 71% en secondaire de premier cycle et de 35% en secondaire de deuxième cycle. La dépense publique en éducation représente 3,9% du PIB. Cependant, l'un des défis de la Colombie est d'améliorer la qualité de l'éducation et l'égalité des chances ainsi que le pourcentage de réussite, surtout dans le secondaire.



Les communes d'Itagüí, Caldas et Copacabana, dans lesquelles le projet s'est déroulé, appartiennent à l'aire métropolitaine de la vallée d'Aburrá, dont le centre est la ville de Medellín (photo ci-contre).
Photo jduquettr/cc-by-2.0

Une analyse des épreuves PISA⁸ de 2006 et 2009 montre que l'effort éducatif en Colombie est très en dessous de la moyenne générale des pays qui utilisent cet indicateur. Le niveau pour les trois matières de base, lecture, mathématique et sciences, est plus bas que celui de la plupart des pays d'Amérique latine. Par exemple, la moitié des étudiants n'atteignent pas le niveau 2 de l'échelle PISA. Cela signifie qu'ils n'ont pas une maîtrise suffisante pour participer de manière consciente et productive à la société moderne. En conséquence, ces étudiants ne pourront pas accéder à l'éducation supérieure ; ils ne sauront pas non plus faire face aux difficultés qui se présenteront dans leur parcours personnel et professionnel, et leur capacité d'apprentissage continu « tout au long de la vie » sera amoindrie.

Le Plan sectoriel d'éducation de l'actuel gouvernement, élaboré en 2010, reconnaît que les résultats obtenus par les élèves aux examens SABER⁹ à la fin du primaire et du secondaire sont préoccupants en espagnol, encore moins satisfaisants en sciences naturelles ; quant à ceux obtenus en mathématiques, ils donnent la mesure du défi éducatif auquel est confronté le pays. Certains auteurs soulignent, non sans raison, que sur 100 enfants colombiens en âge scolaire, 85 n'ont ou n'auront pas les bases élémentaires du raisonnement mathématique nécessaires à la découverte des liens entre les concepts ou à la définition de stratégies de résolution de problèmes. Le même nombre d'entre eux sont ou seront illettrés, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la capacité de comprendre le sens d'un texte ni d'en tirer des conclusions ou d'établir des relations entre ce qu'ils lisent et la réalité qui les entoure. Et 99 % n'ont aucun sens critique.

Enfin, au niveau de l'éducation de base des jeunes et des adultes, il apparaît, malgré l'absence de statistiques consolidées, que les indices élevés d'analphabétisme qui persistent en Colombie sont un des obstacles majeurs au développement humain. Selon les chiffres officiels, ces indices oscillent entre 6 % dans les villes et 21 % dans les zones rurales. Mais on sait que la réalité est plus préoccupante encore : un rapport de l'UNESCO, sur le suivi des objectifs établis lors du Forum mondial de l'éducation de Dakar, place la Colombie parmi les pays qui courent le risque de ne pas avoir réduit de moitié le nombre d'analphabètes d'ici à 2015.

Au-delà de la bataille de chiffres, se pose le problème de la qualité et de la pertinence des propositions pédagogiques appuyées par le Ministère de l'éducation. Ce dernier, après avoir démantelé l'éducation publique pour les adultes au cours des réformes successives mises en place sous la pression de la Banque mondiale, cherche aujourd'hui à atteindre les objectifs quantitatifs de lutte contre l'analphabétisme sans prendre en compte les critères de qualité et de pertinence.

Ce même ministère a réalisé une série d'ateliers régionaux en 2008 et une rencontre nationale en 2009, événements auxquels CLEBA a assisté. Leurs conclusions mettent en lumière les principaux problèmes administratifs et pédagogiques qui se posent dans l'éducation pour adultes, particulièrement pour l'alphabétisation et l'éducation de base. L'un des principaux problèmes qui, de plus, résume tous les autres, est le faible niveau d'institutionnalisation : il manque une politique d'éducation pour adultes, intégrale,

c'est-à-dire qui conçoive et mette en œuvre des programmes adéquats et pertinents pour ce type de population, en termes administratifs, pédagogiques et académiques. Cette politique doit aussi être différenciée pour répondre à la diversité des situations et des besoins des personnes. Manquent aussi les conditions institutionnelles d'une mise en œuvre adéquate: articulation de la politique d'éducation pour adultes au Projet éducatif institutionnel¹⁰; adoption d'approches et de modèles pédagogiques pertinents et flexibles, de démarches académiques, pédagogiques et administratives pertinentes; définition d'indicateurs appropriés au suivi et à l'évaluation; formation spécifique des enseignants; évaluation des impacts; etc.

Analphabétisme et illettrisme dans les communes où le projet s'est déroulé

Les communes d'Itagüí, Caldas et Copacabana, dans lesquelles le projet s'est déroulé, appartiennent à l'aire métropolitaine de la vallée d'Aburrá, dont le centre est la ville de Medellín. La situation socio-économique, politique et éducative de ces trois communes, si elle n'échappe pas à la réalité décrite ci-dessus, révèle cependant des particularités. La moyenne nationale d'analphabétisme est de 8,4% et l'objectif est d'atteindre à la fin 2010 un indice de 7,2. Dans le département d'Antioche, chez les 15-40 ans, la moyenne est de 6,8%, indice qui se décompose en 2,7 pour les femmes et 4,1 pour les hommes. Mais si l'on observe le groupe des plus de 40 ans, l'indice total est de 12,82, la part des femmes représentant 5,87 et celle des hommes 6,95, répartition qui met en évidence l'aggravation du problème dans cette tranche d'âge¹¹.

Dans les trois communes où s'est déroulé le projet, une analyse détaillée des chiffres montre que, de manière prédominante, ce sont les femmes qui souffrent d'analphabétisme et que le taux de scolarisation décroît dans le même temps qu'augmente l'âge. Cela conduit à un accroissement de l'analphabétisme et de l'illettrisme. De plus, les informations obtenues lors du diagnostic préalable à la mise en place du projet révèlent des niveaux d'analphabétisme de 30 à 40% plus élevés que les données officielles, ce qui amène à supposer que ces dernières sous-estiment l'ampleur du problème.

Projet et partenariat

Un projet pour répondre à la demande d'un groupe de femmes

Le projet répond à la demande de l'Asociación de Mujeres de Itagüí (AMI, Association des femmes d'Itagüí), qui mène auprès des femmes des secteurs populaires un travail de promotion de la participation citoyenne et d'appui à la recherche de solutions à leurs problèmes. Le degré élevé d'analphabétisme représente alors un obstacle majeur. L'association a proposé au Service national d'apprentissage (SENA), par lequel elle est soutenue, de faire appel au savoir-faire du CLEBA, spécialisé dans l'éducation pour adultes depuis plus de 40 ans et connu pour son approche pédagogique novatrice, la « Pédagogie du texte ».

Cette pédagogie accorde un rôle central au langage verbal, oral ou écrit, dans le développement psychologique de la personne. Elle se définit comme un ensemble de principes pédagogiques tirés des avancées des sciences de l'éducation, notamment la linguistique textuelle, la psychologie sociale interactive, et enfin, la pédagogie, la didactique et les connaissances spécifiques aux matières à enseigner et à apprendre.

Pour réunir les cofinancements nécessaires, le CLEBA s'est alors tourné vers le MCI, au vu de l'intérêt de l'organisation genevoise pour les problématiques en lien avec l'éducation des femmes.

Le projet a comporté trois phases de trois ans. Les deux premières, de 1999 à 2006, se sont déroulées dans la commune d'Itagüí; la troisième, de 2007 à 2009, a étendu l'action aux communes de Caldas et Copacabana et au *corregimiento* San Antonio de Prado.

Un projet dont la finalité est de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation des jeunes et des adultes

Tout au long des trois phases, la finalité du projet a été de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation de jeunes et d'adultes. A partir d'une « approche genre » et dans une perspective d'égalité, des processus d'éducation de base et d'alphabétisation s'adressent à des hommes et des femmes de la Vallée d'Aburrá, analphabètes ou n'ayant pas terminé leur scolarité. Cette finalité centrale s'est enrichie de particularités au fur et à mesure de l'avancée des phases. Il a pu s'agir, par exemple, de renforcer la participation de



L'équipe du CLEBA.

Photo CLEBA

ces femmes et de ces hommes au sein des organisations, féminines ou communautaires, afin d'influer sur les politiques municipales et d'être pleinement actrices et acteurs du développement local.

Les objectifs spécifiques ont également pu varier selon les phases du projet. Mais le fil conducteur a toujours été l'acquisition des fondamentaux en lecture, écriture, mathématiques, sciences sociales et naturelles, expression et communication. Ces acquisitions ont donné lieu à une validation officielle des études. Et ceux qui l'ont souhaité ont pu suivre un cursus de développement personnel et de renforcement de l'estime de soi.

Dans le même temps, le projet a mis en œuvre des composantes essentielles à toute démarche d'apprentissage: la formation permanente des formateurs et formatrices, des éducateurs et éducatrices, des animateurs et animatrices; l'élaboration de matériel éducatif pertinent; la planification, le suivi et l'évaluation du processus éducatif. Les deux dernières phases ont inclus une dimension additionnelle: la recherche, afin d'analyser la mise en place de l'approche pédagogique.

L'équipe du CLEBA: pluridisciplinarité et professionnalisation

Pour l'exécution de ce projet de formation, le CLEBA a formé une équipe pluridisciplinaire, composée de quatre personnes qui ont assuré les tâches de direction, coordination, formation, conseil, suivi et évaluation du parcours éducatif et qui ont bénéficié, de plus, de l'appui administratif de l'institution. Durant les deux premières phases, la constitution des groupes d'apprenantes et la réalisation des sessions de formation ont été confiées à 22 animatrices volontaires. Par contre, conformément aux recommandations de l'évaluation externe visant à renforcer la professionnalisation

du parcours d'apprentissage, deux éducatrices professionnelles ont été recrutées pour la troisième phase, alors que des animatrices des étapes antérieures continuaient le travail dans la commune d'Itagüí.

Mobilisation de nombreux appuis institutionnels

Le projet a compté, par ailleurs, sur de nombreux appuis extérieurs: institutions de l'Etat, Eglises, ONG et organisations communautaires. Il a aussi tiré parti de différentes opportunités d'éducation et de diffusion - voire les a parfois suscitées - au niveau des communes, des réseaux existants et des universités. Ce fut le cas, notamment, du prêt de salles par les institutions éducatives, les groupes d'action communale, les Eglises, etc.; ou encore la concertation avec les secrétariats municipaux de l'éducation et les centres éducatifs en vue de la validation officielle des études de primaire, en se prévalant du décret 3011 de 1997 qui régit l'éducation pour adultes. Certains événements organisés dans le cadre du projet furent relayés par la presse de Medellin et par la télévision du département. La démarche et les résultats furent publiés ou bien présentés lors de conférences, séminaires et autres espaces académiques.

Des résultats quantitatifs qui prouvent l'efficacité du projet

Le rapport d'évaluation externe finale a rassemblé, en mai 2010, les résultats quantitatifs du projet. Le tableau suivant présente un bilan comparatif des trois phases.

Récapitulatif des phases I, II et III

Le rapport d'évaluation finale signale qu'«il apparaît à la lecture de ce tableau que chacune des phases a non seulement atteint mais dépassé les objectifs initiaux» (2010, p. 100).

Durant la première phase, 22 groupes d'éducation de base ont accueilli 710 personnes. Alors que le projet prévoyait 240 diplômés, en réalité plus de 360 participants et participantes ont atteint l'objectif de s'approprier les connaissances et les capacités fondamentales en lecture, écriture, mathématiques, sciences sociales, sciences naturelles, expression et communication. La phase II a vu fonctionner 22 groupes, également pris en charge par 18 animatrices. Des 812 participants au cursus de formation, 513 ont obtenu le diplôme (dépassant le nombre attendu de 400). La situation fut similaire pour la phase III : le nombre de diplômés (325) a dépassé largement les prévisions (288).

Le même rapport d'évaluation livre ses conclusions sur la méthode innovante de la Pédagogie du texte : « Le bilan des points forts du projet met en avant un système de formation solide, étayé par un support conceptuel et méthodologique, qui a permis des résultats remarquables. Le niveau d'efficacité atteint dans certains cas 87,5%. Cet indice est excellent

dans l'absolu mais prend toute sa mesure si on le compare avec les niveaux observés avec d'autres systèmes de formation pour adultes, qui atteignent à peine 30%. » [2010, op. cité, p.104].

Un autre marqueur de réussite est le nombre de personnes qui ont ensuite poursuivi leurs études ou amélioré leur situation professionnelle. Bien que le projet n'ait pas les moyens financiers de réaliser une étude détaillée sur cette question, un certain nombre de données a cependant pu être recueilli. Le rapport établi en fin de deuxième phase mentionne, par exemple, que plus du quart des participants (141 exactement), en majorité des femmes, ont créé leur propre activité ou intégré une formation professionnelle ou technique : premiers secours, boulangerie-pâtisserie, informatique, coiffure, cuisine, micro-entreprise, etc. Dans la commune d'Itagüí, toujours pour cette même phase II, 153 apprenants ont continué les études de secondaire. De nombreux témoignages illustrent ces parcours.

Récapitulatif des phases I, II et III

Phase	Nombre d'acteurs éducatifs	Nombre d'apprenant-e-s et de groupes	Nombre de personnes atteignant leurs objectifs ¹		Nombre de personnes certifiées ²
			Prévu	Réalisé	
Phase I	Animatrices: 22 Formateurs et formatrices: 4	710 / 22	240	362	149
Phase II	Animatrices: 18 Formateurs et formatrices: 4	812 / 22	400	513	330
Phase III	Animatrices et éducatrices: 4 Formateurs et formatrices: 4	545 / 20	288	325	325

En voici deux, particulièrement significatifs de l'effet-levier du projet: «Et ce projet, grâce auquel j'ai validé mon primaire, m'a aussi donné les bases pour le baccalauréat, parce que sans le projet, je n'aurais pas passé mon baccalauréat. Et ça me permet d'envisager un métier, technique ou technologique, dans l'informatique, ce qui est vraiment ce que je veux.» [2011, p.34]¹²

«Le projet a eu une influence merveilleuse parce qu'il m'a ouvert plein de possibilités et m'a fait croire en mes capacités... Alors j'ai continué à aller de l'avant. Pour mon entreprise, aujourd'hui, j'ai les capacités de la faire avancer. Maintenant, je sais tenir une comptabilité, même si elle est élémentaire, mais je suis capable de sortir certains chiffres et de raisonner mieux. Le projet m'a donné l'élan pour continuer parce que si on est préparé, on aime mieux ce que l'on fait et on ne reste pas planté là. Les perspectives pour le futur? C'est que l'entreprise grandisse. J'ai même envie de créer un autre commerce. Mon mari a fait une formation de boulanger et on pensait s'installer par ici, pour qu'un commerce aide l'autre.» [2011, op cité p.42]

En juillet 2010, à la fin de la troisième phase, 150 personnes se sont présentées à l'examen de fin de secondaire; 110

autres sont inscrites pour le semestre suivant. D'autres informations, loin d'être exhaustives, révèlent que plus de 60 personnes ont obtenu des postes dans la construction, l'agro-industrie, la confection, la fabrication de chaussures, la boulangerie, la prestation de services (surveillance, nettoyage, réception), la vente et dans d'autres secteurs encore. Cette information ne concerne que les personnes qui ont trouvé du travail grâce à leur participation au projet, et non celles qui avaient déjà un emploi ou une activité économique informelle avant d'entrer dans le dispositif de formation.

Des résultats qualitatifs notables dans la vie personnelle et professionnelle des participants

Les nombreux témoignages et les textes écrits par les participants eux-mêmes permettent de prendre la mesure des changements dans leur vie personnelle et familiale, mais aussi professionnelle ou éducative. De plus, en participant aux activités du projet, ils ont constitué un réseau de relations qui leur permet de créer des synergies entre eux et de se renforcer les uns les autres.



Remise de diplômes au terme de la formation.

Photo CLEBA



Selon un rapport d'évaluation externe, un quart des participants, en majorité des femmes, ont créé leur propre activité ou intégré une formation professionnelle ou technique.

Photo CLEBA

Le développement de capacités et de compétences en lecture, écriture et mathématiques, produit du processus éducatif, a un impact notable sur l'estime de soi. En effet, pour ces adultes, le fait de ne savoir ni lire ni écrire représentait non seulement un frein pour affronter la vie quotidienne dans un environnement lettré mais, de plus, engendrait un sentiment d'infériorité et de dévalorisation. Le changement est très net, par exemple, dans les relations familiales: les femmes se sentent beaucoup plus sûres d'elles et valorisées en tant que mères puisqu'elles peuvent dorénavant aider leurs enfants pour les tâches scolaires et participer pleinement aux conversations au sein du noyau familial. Plus généralement, elles ont réussi à revendiquer leur espace propre car elles connaissent leurs droits et sont capables d'exprimer clairement leurs idées.

Pédagogie innovante et formation permanente des enseignants

Il faudrait ajouter que ces changements ont été possibles grâce, d'une part, à l'approche pédagogique particulière, et d'autre part, à la formation continue des différents acteurs éducatifs: les apprenants et apprenantes qui sont les sujets principaux, les animateurs et éducateurs qui sont les médiateurs de la démarche sur le terrain, l'équipe de formateurs

du CLEBA [y compris l'équipe de direction et de coordination] qui est responsable de la formation des éducateurs sur la Pédagogie du texte et sur les thèmes et problématiques abordés par le projet.

En effet, la qualification des formateurs et des formatrices a eu un effet positif sur la formation et le suivi des animatrices et éducatrices, ces dernières améliorant, à leur tour, l'action éducative auprès des apprenants. Enfin, il ne faut pas oublier le rôle joué par les institutions et organisations communautaires au niveau de la réussite de la dynamique, qu'il s'agisse du diagnostic initial ou du soutien logistique ultérieur.

Le témoignage suivant souligne la pertinence des contenus de la Pédagogie du texte ainsi que les capacités et compétences de l'ensemble du personnel enseignant:

«Moi je pense qu'un changement fondamental, et qu'il faut vraiment souligner, c'est ce projet de vie. Parce que le CLEBA met l'accent sur l'estime de soi. Cette estime de soi est renforcée en permanence, elle se travaille avec chacun des participants au programme et fait naître des perspectives de vie. Du coup, les personnes se centrent à nouveau sur

leur projet de vie. Ça fait naître l'espoir, ça fait naître l'esprit de dépassement, ça fait naître la confiance émotionnelle, ça fait naître des espaces dans l'entourage familial qui garantissent des possibilités d'amélioration des conditions de vie. Les personnes en viennent même à aspirer à passer le baccalauréat et à penser en termes de projets de communauté. Dans leur grande majorité, ce sont des personnes que la violence familiale, le viol, la discrimination sociale et économique avaient rendues vulnérables. Vulnérables dans leur dignité. Qui pensaient que la vie ne leur offrirait jamais aucune opportunité. La méthodologie du CLEBA, la Pédagogie du texte, leur ouvre ces nouvelles alternatives. Et voilà, elles ont eu la possibilité de continuer à se former et d'améliorer leur niveau et leur qualité de vie, leur environnement familial. » [2011, op. cité, p. 46]

Un partenariat nourri d'échanges

A chaque étape du projet, une convention précise les relations formelles entre le CLEBA et le MCI, notamment les responsabilités des parties prenantes en fonction des objectifs et stratégies de la phase en cours. Plusieurs modalités ont permis une communication permanente tout au long du partenariat: correspondance écrite ou échanges téléphoniques, rapports d'avancement semestriels, annuels et finaux, visites in situ par la personne du MCI chargée du suivi du projet. L'équipe du CLEBA a également participé à des réunions à Genève, avec le MCI ou certains de ses membres, en tirant parti de formations à la Pédagogie du texte, organisées en Suisse par l'ONG Enfants du monde. Le cinquantième anniversaire du MCI a également fourni l'occasion au directeur et à l'une des animatrices du CLEBA de participer au débat sur les enjeux de la solidarité internationale aujourd'hui. Ce sont autant d'opportunités pour renforcer la connaissance mutuelle, clarifier les questionnements sur le déroulement de l'expérience en cours ou préparer un nouveau projet d'éducation mis en œuvre avec les communautés Emberá, en lien avec l'Organisation autochtone d'Antioche [OIA].

Un renforcement institutionnel du CLEBA

Il ne fait aucun doute que le partenariat avec le MCI a représenté un apport significatif pour le CLEBA, tant au niveau de l'appui financier que de la formation et de l'apprentissage pour l'équipe permanente.

Au niveau financier, le projet a reçu au total près de 1,5 million de CHF de la Fédération genevoise de coopération, entre 1999 et 2009. Ce montant a été affecté, conformément au budget approuvé, au prorata des frais engagés sur le terrain et en Suisse.

Le projet a également représenté pour le CLEBA l'opportunité de se former à la mise en œuvre de la Pédagogie du texte, de documenter la démarche, les dispositifs pédagogiques adoptés et les matériels éducatifs produits. Les formatrices et les formateurs, membres de l'équipe permanente, ont adapté, tout au long du déroulement du projet, la formation continue des éducatrices et des animatrices. De plus, l'approche pédagogique et les résultats ont été partagés et diffusés lors de forums, séminaires et ateliers ou dans diverses publications. Le savoir-faire acquis lors de l'expérience a aussi permis d'engager un dialogue avec les autorités éducatives des communes et du département d'Antioche, ainsi qu'avec le Ministère de l'éducation nationale et le Conseil départemental de l'éducation pour adultes, au moment où ce dernier élaborait les grandes lignes d'une proposition de politique éducative en direction des adultes. En résumé, l'expérience acquise par le CLEBA, la montée en puissance de son outillage intellectuel et la réflexion exigeante nécessaire à la réalisation du projet - laquelle fut à la base du partenariat avec le MCI -, ont complété et enrichi ses relations institutionnelles avec d'autres partenaires et acteurs éducatifs, publics et privés.

Une relation de coopération en évolution permanente

Le CLEBA évalue de manière très positive le partenariat avec le MCI, tout en signalant qu'il serait souhaitable d'accélérer les procédures administratives concernant la présentation de projets, les rapports narratifs et financiers et les transferts de fonds. Nous avons par exemple suggéré d'améliorer un certain nombre de points: équiper les bureaux du MCI en matériel technique adéquat et en quantité suffisante; harmoniser les formats de rapports avec ceux requis par le bailleur de fonds (la FGC); demander ou préparer les informations nécessaires avec suffisamment d'anticipation; respecter le calendrier de décaissement des tranches de subvention; organiser de manière plus concertée les visites de suivi; etc.

Il nous semble, de plus, important que le profil - en terme de formation ou de centre d'intérêt - de la personne chargée du suivi d'un projet soit en adéquation plus étroite avec les

problématiques ou les thématiques abordées par ce projet. Enfin, il serait utile que les associations locales puissent partager, directement avec les membres du MCI, leurs expériences et avancées conceptuelles sur les thématiques des projets ou sur le contexte social et politique du pays, par le biais de conférences téléphoniques ou par Skype. Cela pourrait permettre, par exemple, de discuter ou d'analyser des situations particulières que traversent certains des projets, afin que l'information soit plus complète et circule de façon plus fluide.

La réflexion collective engagée par le MCI, à l'occasion de l'anniversaire de ses 50 ans de coopération pour le

développement, est une magnifique opportunité pour approfondir l'échange. En tenant compte, bien sûr, des possibilités et limites qu'impliquent les modalités de fonctionnement du MCI: non rémunérés, les membres travaillent bénévolement et en fonction de leur disponibilité.

C'est pourquoi le CLEBA tient officiellement à faire part au MCI de sa reconnaissance et à le remercier chaleureusement.

Le savoir-faire acquis à travers le projet a aussi permis d'engager un dialogue avec les autorités éducatives des communes et du département d'Antioche, ainsi qu'avec le Ministère de l'éducation nationale et le Conseil départemental de l'éducation pour adultes.

Photo CLEBA



Uruguay – Maison de la femme de La Unión [Casa de la Mujer de la Unión-CMU]

Par Norma Ariosa, chargée de projet au MCI

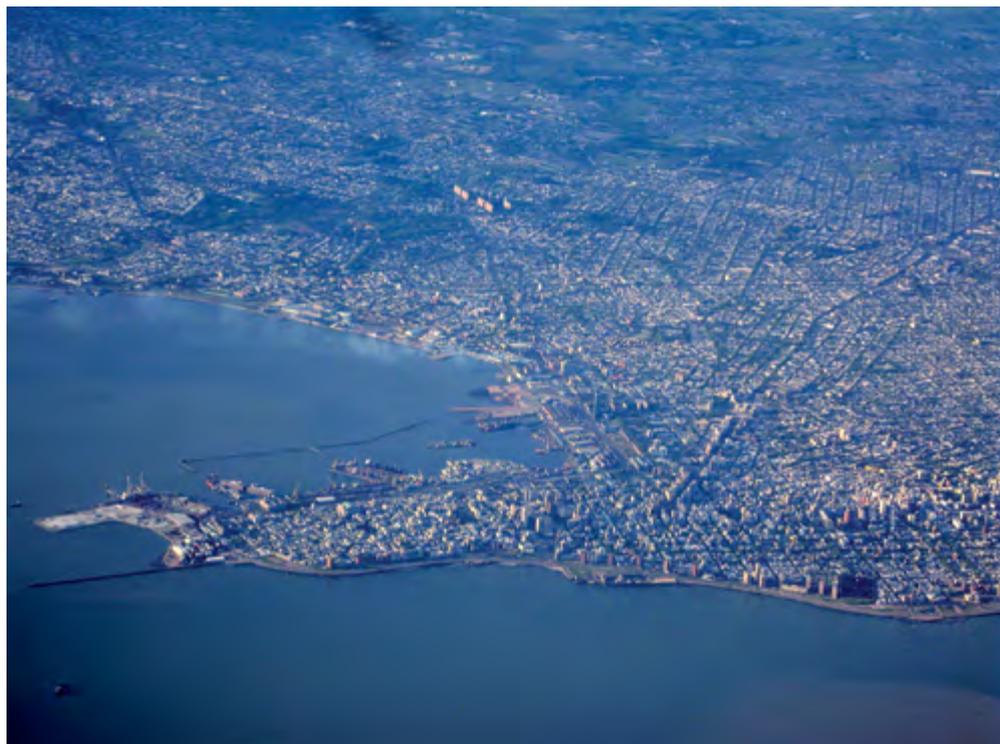
En Uruguay, l'association Maison de la femme de La Unión mène des programmes de lutte contre l'exclusion sociale des adolescentes en situation de précarité.

Photo CMU



A Montevideo (ci-contre), un groupe d'habitantes de la zone défavorisée de La Unión veut contribuer à maintenir le niveau de participation que les femmes avaient conquis lors de leur mobilisation contre la dictature. C'est la naissance, en 1987, de la Maison de la femme de La Unión [CMU].

Photo Rabble



Contexte

Pauvreté, inégalités et exclusion en Uruguay

L'Uruguay, frontalier du Brésil et de l'Argentine, est le plus petit pays d'Amérique du Sud¹³. Près des trois quarts de la population de 3,45 millions d'habitants, se concentrent sur la zone côtière. La capitale, Montevideo, d'une densité de population extrêmement élevée par rapport au reste du pays, compte environ 1,4 million d'habitants (40%). Malgré une espérance de vie à la naissance de 76 ans et un taux d'alphabétisation de 98 %, la pauvreté et le manque de travail sont à l'origine d'une migration générale de la campagne vers la capitale qui centralise l'activité commerciale et politique, concentrant ainsi la richesse et la pauvreté du pays. La population urbaine dépasse 93 % et un quart de la population totale vit dans la pauvreté. Plus de 15 % des Uruguayens se sont expatriés pour des raisons économiques.

L'absence de politiques sociales et la crise de 2002¹⁴, la plus terrible que l'Uruguay ait vécue, ont amplifié le phénomène de pauvreté, notamment celle qui affecte, depuis des décennies, les enfants et les jeunes¹⁵.

En dépit de la reprise économique et des mesures sociales décidées par les deux derniers gouvernements¹⁶, 30 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Un phénomène particulièrement préoccupant est la concentration de la pauvreté par groupes d'âge : la pauvreté des jeunes filles et des enfants de moins de 6 ans est 7,5 fois supérieure à celle des personnes de plus de 65 ans. Environ 60 % des



Situation de la ville de Montevideo en Uruguay.
Carte Jordevi

enfants naissent et grandissent dans des foyers pauvres, pour la plupart avec des mères adolescentes et dans des conditions d'extrême vulnérabilité. L'incidence des caractéristiques ethniques est également notable : plus de la moitié des descendants d'Africains, qui constituent 9,1% de la population, vivent dans la pauvreté. Leur concentration dans certaines zones favorise les processus de ségrégation résidentielle en milieu urbain.

Certains secteurs de la population sont privés du plein exercice de leurs droits. Ainsi, les femmes restent discriminées sur le marché du travail et la différence salariale à fonction égale entre les hommes et les femmes est très élevée (de 27 à 30%). De même, le nombre de femmes bénéficiant d'une assurance chômage est inférieur à celui des hommes, indépendamment du niveau d'éducation.

Stratégie du gouvernement

Le nouveau gouvernement uruguayen (2010-2015) s'est engagé par rapport aux Objectifs du millénaire pour le développement. Il devrait donc élaborer et appliquer des politiques de protection sociale qui contribuent à l'élimination de la pauvreté et à la réduction des inégalités. Bien qu'un effort ait été fait dans ce sens, le modèle économique actuel se situe dans la continuité du programme du gouvernement précédent¹⁷. Basé sur la production et l'exportation de biens et de services premiers, il est fortement exposé aux variations des marchés mondiaux et ne peut être considéré comme une plate-forme solide pour une croissance soutenue. Ce gouvernement n'a pas présenté de nouveau programme national ni élaboré de stratégie globale. Parfois, ses actions - effort pour contenter l'opinion publique? - relèvent plus de l'improvisation que de la planification.

Des champs d'action pour la société civile

Il serait souhaitable que les organisations de la société civile puissent participer à la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, tout particulièrement par rapport au programme de développement national visant l'inclusion des personnes vulnérables dans le marché du travail.

L'Uruguay a été pionnier en politiques sociales de protection de l'enfance : allocations familiales, santé de l'enfant, universalisation de l'éducation primaire. Le gouvernement considère l'éducation comme un des outils les plus importants pour la distribution de la richesse, mais les résultats

ne sont pas toujours en rapport avec les niveaux d'investissement des dépenses publiques dans l'enseignement (4,3% du PIB). L'Uruguay se trouve parmi les quatre pays avec le plus haut taux d'abandon scolaire selon les épreuves PISA⁸. Quant à ceux qui continuent dans le système éducatif, ils n'améliorent pas leur niveau de connaissances et près de 50% des jeunes n'atteignent pas le seuil minimum.

Par ailleurs, tout, ou presque, reste à faire au niveau des droits humains (notamment des femmes et des enfants), mais aussi sur la question environnementale et sur celle des minorités ethniques.

Projet et partenariat

Le partenariat

Brève histoire de Maison de la femme de La Unión

En 1987, l'Uruguay vivait avec joie le retour à la démocratie. La participation des hommes dans la vie politique et sociale a repris. Mais au détriment du rôle moteur jusqu'alors joué par les femmes!

À Montevideo, un groupe d'habitantes de la zone défavorisée de La Unión¹⁸ veulent contribuer à maintenir le niveau de participation que les femmes avaient conquis lors de leur mobilisation contre la dictature. Elles vont mettre sur pied une association conçue comme espace de rencontre, de réflexion, de formation et d'action propre aux femmes. C'est la naissance, en 1987, de Maison de la femme de La Unión (CMU), dans le cadre du projet «Attention aux droits des femmes», grâce à l'appui de l'ONG Solidarité socialiste de Belgique avec un financement de l'Union européenne¹⁹.

Institution engagée dans la construction d'une société uruguayenne plus juste et équitable, CMU vise la reconnaissance de la femme en tant qu'acteur du changement social. L'objectif est triple: favoriser la prise de conscience de la discrimination des femmes, promouvoir leur participation dans tous les secteurs de la société et contribuer à la formulation d'une politique globale d'égalité.

CMU choisit d'associer son expérience et ses efforts à ceux d'autres organisations sociales de Montevideo en participant à des collectifs et à des réseaux thématiques qui interviennent dans des zones défavorisées urbaines ou rurales. Des programmes, alliant attention individuelle et activités collectives, répondent aux demandes de la population, autour des questions d'exclusion sociale, de violences domestiques, de formation professionnelle, de santé, de loisirs. Au fil des années, par un processus continu d'apprentissage et d'adaptation aux changements de la société, l'institution élargit le cadre de ses interventions, notamment aux droits humains et à la santé sexuelle et reproductive. Depuis plus de dix ans, certains programmes s'adressent à des groupes mixtes, toujours dans une approche d'équité sociale et de genre.

Les changements de politiques de gouvernement, que le pays a connus ces dernières années, ont ouvert de nouvelles perspectives pour l'exercice des droits des citoyens.

Dans ce contexte, la voie à privilégier est celle de l'union des forces et des volontés. Avec des équipes consolidées, CMU continue à développer de nombreux programmes de promotion sociale, articule ses actions avec des programmes de l'Etat s'ouvrant à la société civile et poursuit son combat pour obtenir l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes, jeunes et adultes.

Présentation détaillée de Maison de la femme de La Unión

Une équipe pluridisciplinaire, des financements diversifiés

Le fonctionnement de CMU est assuré par des professionnels multidisciplinaires, regroupés dans une commission directrice honoraire, une équipe de direction, des équipes techniques chargées du suivi des activités dans les différents domaines, des équipes interdisciplinaires pour l'exécution des programmes, une équipe administrative et une équipe de manutention.

Les sources de financement sont diverses et l'institution considère important de développer des lignes de financement alternatives afin de préserver une autonomie d'action la plus grande possible. Outre les apports ponctuels d'entreprises privées et les dons, l'institution compte pour son fonctionnement sur des fonds de la coopération internationale²⁰. Des conventions sont passées avec des organismes publics nationaux pour la réalisation de certaines activités²¹.

Une mission de promotion des droits des citoyennes et des citoyens

Maison de la femme de La Unión est une organisation de la société civile qui se veut pluraliste, autonome et démocratique. Sa mission consiste à promouvoir des programmes d'équité de genre qui puissent contribuer à garantir l'exercice des droits des citoyens et à atteindre un niveau égalitaire de chances autant pour les femmes que pour les hommes, jeunes et adultes. En parallèle, elle travaille à ce que des acteurs publics et privés s'engagent pour la mise en place de politiques sociales dans une perspective de genre. Son action vise un développement qui tienne compte de l'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité, aux libertés politiques et sociales, à un travail et un revenu corrects et à la liberté d'entreprendre au niveau économique (artisan, petite entreprise, coopérative) et au niveau social (quartier, communauté). Lors du travail quotidien, CMU apporte des outils et offre un cadre de partage, de solidarité et de participation citoyenne qui permet à chaque participant(e) d'agir afin

de modifier sa situation d'exclusion. Dans le même temps, CMU appuie les dynamiques communautaires d'inclusion et d'échange de compétences et de savoirs.

Un projet qui cible les femmes en situation d'exclusion et les décideurs politiques

Au début, la population cible était constituée essentiellement de femmes, en particulier celles avec peu de ressources économiques et sociales. Plus tard, la mise en œuvre de méthodologies participatives a amené l'équipe à travailler avec des femmes de différents secteurs socio-économiques. Dès 1992, une convention passée avec l'Association nationale des groupements de femmes rurales a permis d'étendre le champ d'action de CMU aux femmes rurales. Depuis 1996, l'équipe développe des programmes adressés aux adolescentes et aux jeunes vivant des situations d'exclusion et de marginalisation sociale. Dans le domaine de la formation au travail, les groupes sont mixtes, ce qui permet des démarches pédagogiques visant à l'équité de genre. Enfin, les actions de CMU s'adressent aussi à des décideurs de politiques sociales, à des agents de la communauté, ainsi qu'à des membres de la famille des bénéficiaires directs.

Des axes de travail pour que les femmes deviennent protagonistes de leur existence

Les activités sont organisées selon les axes suivants :

- appui et orientation (consultations individuelles, ateliers de réflexion et d'information);
- formation et sensibilisation (groupes cibles et opinion publique);
- coordination avec les secteurs privé et public.

Des programmes d'information et de formation sont conçus et mis sur pied dans le but d'intégrer une réflexion sur les approches femme-santé et genre-santé dans les projets, de comprendre les différents niveaux où interviennent les déterminants de la santé (international, national, communautaire, familial et individuel). On vise à rendre visible et à analyser les facteurs structurels des politiques et des programmes, promouvoir différentes approches et des bonnes pratiques dans des interventions en santé, à aller au delà de l'approche mère-enfant en incluant la notion de cycle de vie, la participation des hommes et en favorisant l'autonomie des personnes dans la vie conjugale et familiale ainsi qu'en

accompagnant les migrations. CMU veut ainsi donner aux femmes les outils nécessaires pour devenir protagonistes de leur propre existence et participer activement à la recherche de propositions contribuant à améliorer leur qualité de vie.

Un travail en réseau

En 2011, CMU participe à divers réseaux aux niveaux communal, national et latino-américain : Association nationale des ONG de développement, Association de centres de formation, Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense de droits de la femme, Réseau santé et éducation de La Unión, Réseau uruguayen contre la violence domestique et sexuelle...

Publications

Concernant l'information et la formation, diverses publications ont été réalisées sur le travail des femmes, l'orientation professionnelle, les postes de travail non traditionnels, les droits et les devoirs des travailleuses domestiques, la violence domestique, les droits légaux des femmes, la femme et la santé mentale, la santé en général, l'hygiène de vie, des notions pour la gestion d'une microentreprise.

La relation de partenariat entre Maison de la femme de La Unión et le MCI

Les premiers contacts avec Maison de la femme de La Unión remontent à 1993. À l'époque, le MCI apporte un soutien financier au fonds de roulement du programme de formation en organisation et gestion de microentreprises, lequel permet le lancement de petits projets productifs conçus par les participantes. Bien qu'ayant ensuite cessé tout soutien financier pendant dix ans, le MCI a suivi de près le devenir de cette ONG et son interaction avec le réseau local. Appréciant la qualité de son travail en général ainsi que les compétences, le professionnalisme et l'intégrité de son équipe, après étude d'une proposition de projet concernant les grossesses précoces, le MCI décide d'entrer en matière.

Sans l'appui du MCI, le travail réalisé avec les bénéficiaires du projet Apuesta Joven («Parier sur la jeunesse») n'aurait pas été possible. En effet, d'une manière générale, l'Etat uruguayen ne finance pas des projets conçus et mis sur pied par la société civile. Les ONG n'étant pas considérées comme des partenaires à part entière, les possibilités de travailler avec l'Etat se limitent pour la plupart à des appels

d'offre pour réaliser la gestion de petits projets de courte durée, dans le cadre de programmes financés par l'aide externe, ou en tant que tiers exécutants liés par des contrats de prestation.

De son côté, CMU apprécie le partenariat avec le MCI depuis ses débuts et le considère comme un plus pour l'institution, autant du point de vue du travail réalisé grâce à l'appui financier que pour les échanges entretenus avec les responsables du suivi du projet au sein du MCI, leur soutien assidu et leur collaboration avec l'équipe locale depuis Genève.

En 2004, une demande de financement pour le projet est présentée à la FGC sous le nom de «Prévention de la grossesse et préparation intégrale à l'accouchement chez les adolescentes dans des quartiers populaires». Il s'est poursuivi en 2009 par «Apuesta Joven - Prévention des grossesses précoces et promotion de la citoyenneté chez les adolescentes des milieux défavorisés», soutenu par la FGC jusqu'à fin 2010. L'appui financier du MCI a été de l'ordre de 62200 CHF entre août 2004 et octobre 2006, de 77300 CHF entre novembre 2006 et décembre 2008, de 125300 CHF pour 2009-2010 et de 6100 CHF pour l'année 2011. La communication a été régulière et assidue dès que la proposition de travail du CMU a été considérée pour un éventuel financement en 2003. Outre les visites sur le terrain, le suivi est assuré par les rapports semestriels et les contacts par email.

Le projet a offert à l'équipe de CMU l'opportunité de travailler au niveau communautaire son approche des grossesses précoces, leur prévention et l'élaboration de «projets de vie» et les droits sexuels et reproductifs. Dans le cadre plus large de la zone de la Unión, des séances d'information-formation sur les droits sexuels et reproductifs ont eu lieu dans des écoles primaires et des lycées, autant pour les enseignants que pour les élèves. À partir de l'évaluation externe, il a été possible d'incorporer des dispositifs nouveaux au projet, mieux adaptés et permettant de développer une évaluation interne concernant la méthodologie, les programmes et les matériels utilisés.

Autonomie et financement local

Si l'on entend par «autonomie» le fait de s'autofinancer, cela est impossible pour un projet qui s'adresse à des populations défavorisées et qui ne se propose pas d'être économiquement productif.

L'obtention de financements auprès des entreprises est possible dans le cadre de leur «marketing social». Mais il s'agit le plus souvent d'appuis ponctuels, directement liés à la visibilité en termes d'image. C'est pourquoi ce type de financement va plutôt aux actions des gouvernements municipaux ou des agences de l'Etat leur offrant une contrepartie intéressante.

Le seul financement possible pour une ONG en Uruguay, en dehors de l'appui international et des quelques apports de sympathisants, est constitué par les accords avec l'Etat. Une partie des activités de CMU est réalisée dans le cadre de ces accords et une autre avec l'appui de la coopération internationale. Bien que l'institution soit devenue un interlocuteur crédible face à l'Etat uruguayen, il est très important de préserver son autonomie de façon à rendre son action plus efficace et pouvoir soumettre au grand public, sans aucune sorte de contrainte, les problèmes rencontrés. Cette autonomie indispensable ne peut être assurée que par des financements externes, tels que celui du MCI et de la FGC.

Concernant le projet Apuesta Joven, le but a été de convaincre les instances publiques du bien-fondé du centre pour adolescentes à Villa Española, afin d'obtenir du financement pour son fonctionnement ultérieur. C'est ainsi que la projection 2009-2010 a tenu compte de l'évolution des politiques portées par le gouvernement dans un plan très large de réformes sociales. Dans ce cadre, concernant l'incorporation des droits sexuels et reproductifs dans les programmes des écoles et des lycées, l'équipe du projet a participé à des échanges entre des associations travaillant sur la thématique et des instances de l'éducation nationale. CMU a pu aussi partager son expérience avec des instances de la santé publique, qui ont commencé à travailler sur un nouveau programme d'attention à la santé des adolescent(e)s.

En ce qui concerne la viabilité du centre Apuesta Joven, des démarches ont été entreprises auprès des instances de l'Etat. Finalement, ceci s'est concrétisé par un accord avec l'INAU. A long terme est visée la prise en charge par l'Etat de programmes similaires dans d'autres quartiers défavorisés.

Le projet Apuesta Joven : « Parier sur la jeunesse »

Adolescentes, grossesse et exclusion sociale

La grossesse précoce constitue un obstacle à la prise de pouvoir des adolescentes sur leurs propres vies dans la mesure où elle contribue à une situation d'exclusion sociale, en compromettant leur insertion dans le système éducatif, l'obtention d'emplois de qualité et d'un revenu propre, ce qui augmente leur dépendance et contribue à la reproduction sociale de la pauvreté (voir annexe 4: « Pauvreté, exclusion et genre»). Malgré les politiques de transfert de revenu menées par le gouvernement, la moitié des enfants uruguayens entre 0 et 6 ans continuent à naître et à grandir en dessous du seuil de pauvreté (Institut national de statistiques, 2008). Quant aux taux de fécondité, bien que relativement bas dans le pays, ceux par tranches d'âge montrent

une augmentation des grossesses chez les adolescentes durant les deux dernières décennies, essentiellement dans les populations pauvres.

Mais c'est surtout le niveau d'instruction de la mère qui corrèle plus nettement la grossesse adolescente à la pauvreté. Dans le continent américain, l'Uruguay présente l'un des plus hauts niveaux de désertion du système éducatif des jeunes entre 14 et 19 ans, derrière le Guatemala et le Honduras. Dans le secteur le plus vulnérable des jeunes qui n'étudient pas, ne travaillent ni ne cherchent du travail, les femmes sont la majorité. Le chômage dans le pays concerne essentiellement les femmes et les jeunes et, quand elles

En Uruguay, le nombre de jeunes filles enceintes parmi la population la plus défavorisée n'a cessé d'augmenter.

Photo CMU



ont accès au marché du travail, elles se retrouvent majoritairement dans des emplois précaires et/ou informels et perçoivent des revenus inférieurs à ceux des hommes.

En Uruguay, des études spécifiques sur les soins de santé des femmes et de leurs enfants et sur le développement psychomoteur des enfants en situation de pauvreté décrivent une situation d'apathie et de dépression chez les femmes pauvres. Celle-ci se traduit par des comportements tels qu'isolement, dépendance, dévalorisation et manque de forces et d'énergie pour chercher de l'aide ou s'insérer dans les réseaux de protection sociale. Les femmes avec un niveau d'éducation faible ont une plus basse insertion économique et, donc, des revenus moindres. Elles ont le plus de difficultés à utiliser les services publics de santé, de soins pour l'enfant ou de la protection sociale. Elles constituent le noyau le plus dur de la pauvreté, auquel les différentes offres d'aide (formation au travail, emploi protégé, groupes d'auto-aide, etc.) ne parviennent pas. La grossesse et la maternité précoce vont contribuer à cette situation d'exclusion, pour laquelle il n'y a pas de politiques d'Etat d'aide à la réinsertion.

Toutes les études s'accordent sur le fait que la grossesse adolescente est la conséquence de ne pas avoir eu un projet personnel valorisant, et non la cause de ceci. Pour ces jeunes vivant une réalité d'exclusion, la maternité est une alternative et elle est perçue plutôt comme étant un gain qu'une perte. Les adolescentes n'abandonnent pas le système éducatif parce qu'elles sont enceintes mais parce que la grossesse leur apparaît comme étant le seul projet gratifiant possible. En plus, ces grossesses, en général bien acceptées par l'entourage, sont vécues comme l'anticipation d'un rôle considéré inéluctable. Quant à la santé reproductive, la consultation gynécologique est inexistante parmi cette population qui, bien que connaissant un peu l'existence de méthodes de protection, n'a pas une bonne connaissance de leur usage et de leur applicabilité.

En résumé, la grossesse adolescente est un problème pour la future autonomie et pour l'insertion de ces jeunes femmes où pauvreté et genre se conjuguent pour les pousser hors de toute possibilité de changement. Dans les secteurs de pauvreté extrême et structurelle, les femmes et les adolescentes se trouvent dans une telle situation d'isolement, de dévalorisation et d'apathie, qu'elles sont dans l'impossibilité d'accéder aux offres d'insertion.

Difficultés locales

Les déclarations du Programme d'action du Caire et de Beijing²² en sont restées à de bonnes intentions. En matière de santé, la pratique a souvent montré la primauté d'une approche économiciste et les politiques de santé ont été ainsi directement tributaires de la préoccupation des Etats à ne pas trop dépenser quand il s'agit de politiques sociales et culturelles. En plus, elles sont conçues dans le cadre de systèmes de santé basés sur le contrôle des maladies et rarement sur l'accès à la santé pour tous. Les attentes des femmes et des hommes, considérés comme patient(e)s, bénéficiaires, voire client(e)s, ne sont pas nécessairement prises en compte : l'autonomisation des personnes et l'appropriation de leurs droits sont très souvent absentes des programmes et l'approche des droits sexuels et reproductifs reste généralement ignorée des politiques sociales et de santé.

Bien que le thème de la grossesse précoce soit reconnu comme un problème national en tant que mécanisme de reproduction de la pauvreté, en Uruguay il n'y avait pas de programmes spécifiques adressés aux adolescent(e)s. C'est sur les secteurs de la population les plus appauvris que retombe le poids de la reproduction biologique et sociale du pays : près du 50% des naissances se produisent dans des foyers pauvres et un tiers des naissances dans le service public concerne les adolescentes, dont environ 30% auront une nouvelle grossesse avant l'âge de 18 ans.

Le nombre de grossesses non planifiées est très important et cette situation est due à trois facteurs principaux : la difficulté d'accès aux méthodes contraceptives, l'absence de consultation gynécologique parmi cette population et la difficulté de communication avec les agents de la santé ; la mauvaise utilisation des méthodes contraceptives, quand il y a lieu, à cause du manque d'information sur leur usage et applicabilité ; le poids de l'idéalisation de la maternité, laquelle est ressentie par les femmes de milieux défavorisés comme la seule instance vitale gratifiante.

Pour la majorité des adolescentes, la grossesse s'associe à la désertion du système éducatif, mettant en péril leurs possibilités de réalisation personnelle et sociale, réduisant fortement leurs chances de trouver un emploi et diminuant la possibilité de transmettre à leurs enfants un capital éducatif. En outre, jusqu'en 2009, l'Uruguay est le seul pays d'Amérique latine à ne pas dispenser d'éducation sexuelle dans l'enseignement public. Ce problème est central, tant pour le

développement des droits et de l'équité de genre que pour contribuer à endiguer la reproduction de la pauvreté. C'est pourquoi il a paru pertinent de concevoir des politiques ou des projets qui repèrent ces jeunes femmes et les attirent vers des programmes où elles peuvent construire des projets personnels alternatifs.



La précarité des conditions de vie font que les jeunes adolescentes des secteurs les plus démunis constituent une population susceptible de reproduire les conditions de pauvreté.

Photo CMU

Pauvreté et grossesse précoce : un programme de promotion de la citoyenneté chez les adolescentes de Montevideo

Depuis ses débuts, CMU a mené à bien de nombreuses expériences de travail autour des réalités diverses concernant les femmes et les adolescentes :

- dès 1990, ateliers de préparation à la maternité-paternité, avec une approche intégrale (préparation à l'accouchement, à la parentalité et aux soins de l'enfant, promotion de la santé, des droits sexuels et reproductifs, prévention des grossesses pour l'avenir, prévention de MST et VIH/Sida) comprenant les questions de genre et l'exercice de la citoyenneté ;
- en 1996, mise sur pied d'un centre-pilote pour des adolescentes enceintes à Casavalle ;
- de 1997 à 2002, conception et développement d'un programme de formation et d'insertion au travail pour des

jeunes et formation des équipes de santé concernées (en convention avec l'IMM - Intendance municipale de Montevideo) ;

- dès 1998, offre d'un espace d'appui et de formation pour les adolescentes et développement d'ateliers sur les droits sexuels et reproductifs dans le cadre des programmes de l'Etat.

Sur la base du travail réalisé auparavant et prenant en considération l'importance d'aborder et de modifier les conditionnements de genre au moment de l'adolescence, CMU décide ensuite de renforcer l'offre pour la préparation intégrale à l'accouchement des jeunes filles et d'aller à leur rencontre.

Dans les quartiers défavorisés de Montevideo...

Outre la zone de l'Unión, territoire naturel d'intervention de CMU, le travail se développe à Villa Española, quartier d'ancienne tradition ouvrière dont les usines n'ont pas survécu à la crise industrielle des années 1990. Très étendu, il compte plus de 29000 habitants, dont 14% ont entre 15 et 24 ans. Parmi ces jeunes, environ 700 n'étudient et ne travaillent pas. Avec une concentration très élevée de mères célibataires et d'adolescentes enceintes, le quartier présente une situation d'extrême pauvreté généralisée, peu d'organisations sociales et de services publics et un faible niveau d'organisation collective.

...un programme pour accompagner les adolescentes vers la citoyenneté, diffuser les expériences réussies, faire pression sur les politiques publiques

Le projet s'adresse à plus de 1000 adolescentes et jeunes, habitant le quartier Villa Española, appartenant à des familles nombreuses, en situation de pauvreté et de risque social. Le plus souvent, le système éducatif officiel ne les retient pas et elles se retrouvent sans groupe de pairs de référence et sans réseau social. Leur place au sein de la famille est d'autant plus dévalorisée qu'elles ne peuvent, faute de travail, apporter une aide économique. La perte de liens avec les institutions éducatives et l'isolement personnel font qu'elles présentent des difficultés très importantes au niveau du langage, autant pour s'exprimer que pour raisonner, ce qui aggrave le manque de confiance en soi. La ségrégation géographique et l'exclusion sociale leur imposent aussi de fortes limitations pour l'accès aux services de santé, d'éducation et de formation.

La grossesse précoce contribue à une situation d'exclusion sociale des adolescentes, en compromettant leurs possibilités d'insertion dans le système éducatif ainsi que l'obtention d'emplois de qualité.

Photo CMU



Le premier objectif est de développer un programme de préparation intégrale à l'accouchement et à la maternité, de prévention de la grossesse chez les adolescentes et promotion d'habitudes sanitaires, d'intégration à un espace de développement collectif et de prise en charge de soi, de rencontre avec l'apprentissage et l'expression créative. Il s'agit aussi d'accompagner les jeunes filles dans la définition d'un projet de vie, favorisant le plein exercice de leur citoyenneté et renforçant leurs capacités pour l'accès à des opportunités d'évolution personnelle et professionnelle. Le programme dépasse l'attention individuelle en s'inscrivant dans une approche communautaire et en sensibilisant et formant les acteurs concernés par la problématique (équipes médicales, éducateurs, etc.).

Un deuxième volet s'attache à systématiser et diffuser l'expérience acquise, par la promotion de programmes similaires dans d'autres quartiers populaires de Montevideo.

Enfin, le troisième volet développe des stratégies de lobbying et des actions de conscientisation de la société en général et des responsables des politiques publiques en particulier, sur la vulnérabilité sociale des adolescentes.

Une stratégie d'intervention communautaire et une démarche de recherche-action

Les connaissances acquises et les méthodologies

appliquées par CMU dans le cadre de ses différents programmes ont été mises au service du projet Apuesta Joven. Depuis ses débuts, il a fonctionné en synergie avec ces programmes et les participant(e)s ont bénéficié des échanges avec d'autres jeunes.

La démarche, de type recherche-action, intègre la collecte, le traitement et l'interprétation des données tout au long du déroulement du projet. Ceci a amené à l'évolution stratégique vers la deuxième étape qui a élargi le travail à toutes les adolescentes et jeunes mères, enceintes ou non, qui fréquentent l'Espace jeunes de Villa Española. L'équipe technique du projet a pu ainsi travailler avec l'ensemble des jeunes sur la question des droits sexuels et reproductifs, comme une des clés de la construction de la citoyenneté et de la prévention de grossesses futures.

Les possibilités de formation pour la réinsertion

L'expérience a montré que pour atteindre des opportunités de stages de travail, il est nécessaire de participer aux conventions d'éducation au travail qui constituent un dispositif protégé pour l'insertion. C'est pourquoi CMU a signé une convention avec l'Institut pour l'enfant et l'adolescent (INAU) afin que les jeunes bénéficiaires aient accès à des espaces éducatifs proposant des cours de base. Ces acquis peuvent ensuite être reconnus et ouvrent droit à des équivalences

au niveau du cycle de base de l'enseignement secondaire. Bien que la demande dépasse largement l'offre de places, grâce à un accord passé avec l'Institut public pour la formation technique (UTU, agence publique) les participantes aux projets de CMU ont la priorité pour les inscriptions. En outre, divers cours sont proposés au siège de CMU dans le cadre de programmes de formation au travail. Ces programmes incluent des stages pratiques.

Un programme en plusieurs volets pour allier attention individuelle et approche communautaire et citoyenne

Au départ, consultation spécialisée sur les droits sexuels et préparation à l'accouchement

Le projet a commencé par la mise sur pied, au siège, d'une consultation spécialisée destinée aux adolescentes, concernant leurs droits sexuels et reproductifs, ainsi que d'un programme de préparation à l'accouchement. Après un diagnostic du quartier Villa Española, un «Espace jeunes» a été créé, pour permettre aux adolescentes enceintes d'échanger et de reprendre confiance en elles. Les activités sont devenues quotidiennes et l'offre s'est diversifiée. Des ateliers d'information et d'orientation sur la sexualité accueillent les jeunes fréquentant les organisations sociales et éducatives du quartier, les écoles dès la quatrième année et les lycées. La façon d'aborder le sujet et d'organiser la réflexion est pensée en fonction des situations vécues par ces jeunes filles. Un suivi personnalisé, tant au niveau affectif qu'éducatif, renforce leur motivation à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés, les aide à évaluer et analyser les éventuels problèmes qui peuvent se poser à l'heure de la réalisation de leurs aspirations. L'équipe de CMU, en s'appuyant sur sa longue expérience et en sachant être flexible pour s'adapter à la diversité des besoins et des motivations, leur offre de véritables outils de changement, de construction de leurs projets personnels.

Des ateliers participatifs à l'espace «Apuesta Joven» de Villa Española

Des ateliers éducatifs et récréatifs ont permis aux participantes un rattrapage de connaissances de base et une initiation à l'utilisation d'ordinateurs et de logiciels. La formation aborde aussi la qualité des liens entre la mère et l'enfant, les soins, les habitudes nutritionnelles et la préparation d'aliments, comme autant de facteurs qui favorisent

le développement psychique et physique de leurs enfants. A chaque fois, l'accent est mis sur la construction de l'estime de soi, d'une dynamique familiale positive et, plus largement, sur l'éducation à la citoyenneté, afin de faciliter la réinsertion scolaire et la formation au travail. Les participantes ont eu la possibilité de mener dans leur propre communauté des actions concrètes et valorisantes. Elles ont, par exemple, réalisé elles-mêmes une évaluation des services de santé.

Promotion des droits sexuels et reproductifs chez les adolescent(e)s

Les adolescent(e)s ont peu de connaissances sur la sexualité, la reproduction et la contraception. Or l'initiation sexuelle a lieu de plus en plus tôt. La promotion des droits sexuels et reproductifs comporte la connaissance des méthodes contraceptives et va au-delà de la simple information. Elle s'est développée, dans le cadre d'ateliers mixtes, au service de consultation du siège, dans les écoles et les lycées de la zone et à l'Espace jeunes à Villa Española. Cette perspective est d'autant plus pertinente que les politiques publiques sont absentes en la matière. L'action menée par CMU, légitimée par sa longue expérience d'ateliers avec des jeunes sur la thématique, est considérée comme pilote. Cela devrait permettre de négocier avec les autorités publiques afin qu'elles intègrent les connaissances produites par le projet et qu'elles assument leurs responsabilités à l'avenir.

Sensibilisation et formation des référents adultes

En parallèle, l'équipe a réalisé un travail de sensibilisation et de formation des agents sociaux et des éducateurs à la thématique. La formation de multiplicateurs adultes pour la promotion du travail en droits sexuels et reproductifs avec des adolescent(e)s a été un élément clé pour l'étendue du projet, mais surtout pour sa soutenabilité dans le temps au-delà de l'intervention de CMU.

Promotion du réseau communautaire

Le projet s'est également attaché à renforcer les capacités de gestion de la communauté à Villa Española, en soutenant un réseau qui regroupe actuellement plus de vingt institutions et organisations actives dans le quartier avec les enfants et les adolescent(e)s: centres de santé, garderies, écoles primaires, lycées et centre communal. Ses objectifs sont d'établir et maintenir à jour la connaissance des ressources sociales du quartier, avoir la capacité de créer

des stratégies conjointes d'attention et de solution de problèmes, réaliser des activités de prévention par rapport aux divers problèmes sociaux.

Lobbying

Dès la deuxième année d'activité, l'équipe a cherché à générer une connaissance critique sur la thématique au niveau public, ainsi que des instances de dialogue avec des référents gouvernementaux concernant la jeunesse des secteurs populaires. Elle a participé à différents espaces d'étude et de réflexion et à des alliances stratégiques avec des organisations sociales publiques et privées.

Équité de genre

Dans la lutte contre la pauvreté et le chemin vers un développement humain durable, l'égalité entre les sexes est un objectif principal. Au sein des secteurs sociaux paupérisés, les stéréotypes de genre sont très forts: les femmes sont cantonnées dans l'exercice de la maternité et les hommes ont un rôle de fournisseur. Ils sont le plus souvent associés aux notions d'absence, d'évasion des responsabilités ou d'exercice de la violence. Il est socialement mal perçu qu'un père donne la priorité à la garde des enfants tandis que la maternité se voit survalorisée.

La réduction des inégalités apparaît, donc, comme une problématique transversale qui doit sous-tendre l'ensemble des interventions du projet. En outre, la participation des garçons a été promue afin de générer un espace de légitimation de l'exercice de la paternité, et, de manière plus générale, d'obtenir une certaine flexibilité dans les rôles et fonctions propres à l'un ou l'autre sexe. Un travail de sensibilisation a été réalisé auprès des associations de quartier, afin qu'elles s'ouvrent à la participation de jeunes garçons et la présence d'un éducateur homme dans le projet a joué en tant qu'élément facilitateur.

Genèse d'un projet de vie alternatif

Selon l'anthropologue Caroline Moser, on peut faire une distinction entre les besoins pratiques et les besoins stratégiques des femmes. Les premiers sont quotidiens et immédiats, en rapport avec les conditions matérielles de vie, telles que l'habitat, la nourriture, l'emploi, etc. Les besoins stratégiques sont liés aux rapports de domination et de subordination dans les relations de genre, autant privées que publiques et à la recherche de l'équité. Ces derniers ne

surgissent pas spontanément, la socialisation a fait que certains malaises et souffrances soient vécus comme naturels. Ce n'est que quand on accède à un discours qui explique ce mal-être individuel comme le produit d'une construction sociale, que l'on arrive à comprendre l'ensemble des formes de discrimination subies et l'ensemble des droits que l'on possède.

Les personnes vivant une réalité d'exclusion, essentiellement les femmes particulièrement isolées et dont l'activité centrale est le travail domestique, ont des notions de temps et d'espace déterminées par cette situation. En effet, pour elles, le temps n'est pas linéaire mais circulaire: aujourd'hui c'est comme hier, demain ça sera comme aujourd'hui. Elles peinent à planifier, et même à prévoir à court terme. L'espace n'est que celui du foyer, au plus le quartier à proximité; il est difficile de concevoir des espaces géographiques plus étendus.

En toute logique, le travail avec ces femmes a donc pris une forme attractive, liée aux besoins pratiques et non moins importants tels que la préparation de l'accouchement, la nutrition et les soins des enfants et, pour les adolescentes non enceintes, l'accès à l'informatique, les activités manuelles et un espace récréatif. Il est alors possible, à travers le travail autour de ces besoins pratiques, d'accéder aux besoins stratégiques: les droits en général et les droits sexuels et reproductifs en particulier. La genèse d'un projet de vie alternatif est un objectif ambitieux et le fait que certaines bénéficiaires décident de faire des études à l'UTU est un changement qui montre qu'elles commencent déjà à concevoir un projet personnel.

Les instruments d'évaluation

Dès le début, le projet a élaboré des rapports périodiques qui ont rendu compte des activités réalisées, des contenus travaillés, des réussites et des difficultés. L'évaluation des résultats est doublement importante, tant pour réajuster le projet au fur et à mesure de son déroulement que pour faire connaître ses réussites. L'équipe s'est donc dotée d'instruments d'enregistrement systématique des résultats, de manière à mesurer l'impact des activités sur les personnes et sur les institutions concernées.

La systématisation

La dernière étape du projet a visé particulièrement à la systématisation des apprentissages de l'expérience du projet



dans le contexte communautaire de Villa Española. Cette capitalisation a été réalisée de mai à octobre 2008, avec la participation de l'équipe du projet, de la coordinatrice de CMU et d'une professionnelle externe à l'institution. Elle a donné lieu à une publication qui a été présentée à d'autres associations civiles et publiques et à des acteurs départementaux et nationaux, pour les sensibiliser à la nécessité de politiques publiques spécifiques concernant la jeunesse et obtenir, notamment, l'inclusion du centre Apuesta Joven dans les programmes d'action sociale de l'Etat.

Les forces du projet et son impact

Le problème central sur lequel le projet veut agir est l'absence de projet personnel chez les adolescentes vivant en situation d'exclusion sociale et conduisant généralement à la grossesse. Le faire à partir d'une perspective des droits a signifié commencer à octroyer à ce secteur, auquel les programmes publics n'accèdent pas, le droit d'avoir des droits, sexuels et reproductifs mais aussi au travail, à la récréation, au contrôle sur leurs propres vies. Dans une approche pragmatique, il s'agit de toucher au cœur du problème de

En 2010, CMU a obtenu l'établissement d'un accord avec l'INAU (Institut national de l'enfant et de l'adolescent) pour le financement des activités du centre Apuesta Joven à partir de janvier 2011.

Photo CMU

la reproduction de la pauvreté dans lequel les grossesses adolescentes jouent un rôle important de reproduction biologique de la pauvreté : des enfants vont naître et sûrement vivre en situation de pauvreté puisque leurs mères seront empêchées d'en sortir. Le projet a su faire face à ce problème de manière appropriée, contribuant ainsi dans le pays à une société plus juste.

La population-cible a ensuite été élargie à l'ensemble des adolescentes, qu'elles soient enceintes ou non. Cela a permis de mieux servir l'objectif central : générer un espace pour que les jeunes filles puissent se développer et s'approprier leurs droits. Cet élargissement est la réponse au constat que le fait de tomber enceinte n'est pas ressenti comme un problème obligeant à renoncer ou à reporter un

projet personnel. Ces adolescentes le vivent au contraire comme l'accomplissement du seul projet de vie possible et valable à leurs yeux : celui de devenir mère.

Le projet a défini que pour travailler avec des adolescentes appartenant à ce secteur de pauvreté aigüe, il est nécessaire d'aller sur leur territoire et même d'aller les chercher chez elles. En effet, diverses recherches ont montré que les secteurs les plus nécessiteux ont de grandes difficultés à s'approcher des programmes de protection et de soins. Il est compliqué de travailler avec ces jeunes qui peinent à sortir, à maintenir un lien social, à se projeter dans l'avenir. C'est là que réside une autre force du projet : la flexibilité avec laquelle il a modifié ses formes d'intervention pour motiver et attirer les adolescentes vers un espace leur permettant d'apporter des changements dans leur vie.

En 2009, l'Uruguay commençait à peine à incorporer la question de la santé sexuelle et reproductive dans l'enseignement et dans les services de santé. L'un des points forts du projet, comme souligné à plusieurs reprises, a été le partage, avec les institutions de l'Etat, de l'expérience acquise par CMU dans ce domaine, en s'inscrivant dans une perspective de droits des adolescentes et des adolescents et en formant les adultes référents. Ce dernier point a été un élément clé de la réussite du projet.

La conformation du réseau de Villa Española a aussi été un atout important. La sensibilisation des acteurs locaux sur le thème des droits sexuels et reproductifs des adolescents et la mise en synergie de leurs actions ont renforcé la durabilité de l'expérience-pilote et les possibilités de sa multiplication. Le réseau a su continuer dans le temps et prendre une certaine autonomie par rapport au projet, pour se constituer en acteur social indépendant doté d'une capacité d'influer sur les politiques territoriales.

Ce projet a eu un fort impact sur les jeunes, leurs familles, les institutions publiques et privées présentes dans la zone d'action. La construction d'un modèle d'approche communautaire pour la promotion de projets de vie chez les adolescentes, sur la base d'une intégration des services et de l'offre sociale présentes à Villa Española, a trouvé une conjoncture favorable dans la nouvelle dimension locale des politiques d'Etat. En 2010, CMU a obtenu l'établissement d'un accord avec l'INAU pour le financement des activités du centre Apuesta Joven, comprenant l'inclusion des garçons aux activités, à partir de janvier 2011.

Résultats de l'atelier sur la formation

Les partenaires du MCI sont impliqués dans la préparation du 50^{ème} anniversaire. Le MCI les fait venir à Genève pour réaliser avec eux des ateliers permettant de vérifier l'hypothèse suivante : l'expérience du MCI semble montrer que les modes de coopération les plus efficaces sont ceux portés par des partenaires du Sud qui, à partir de réalisations locales ou régionales qui ont atteint une certaine autonomie, aboutissent à des propositions de politiques publiques au Sud. Ces propositions, quand elles sont mises en œuvre, vont bénéficier à un nombre étendu de groupes, à une population beaucoup plus large que les bénéficiaires directs initiaux. Ces propositions peuvent avoir une répercussion non seulement locale, mais aussi régionale, voire nationale.

Outre l'hypothèse centrale, les thèmes abordés au cours des ateliers ont concerné : l'économie solidaire, les peuples autochtones et la formation. Il s'agit dans ce chapitre de présenter les résultats de l'atelier sur la formation.

Maria Teresa Mira (CMU) et Antonio Sánchez (CLEBA) présentent les résultats de l'atelier formation.



Résultats de l'atelier

Présentation des participants

Anice Ladouceur

PAIS (Programme d'appui à l'insertion sociale) - Haïti

Antonio Sánchez

CLEBA (Centre Laubach d'éducation populaire de base pour adultes) - Colombie
Accès au droit à l'éducation de base

Erica Guarda

CAI (Conseil de conseiller indigène) - Argentine
Organisation Mapuche dont la problématique consiste dans la récupération de leurs terres

Mariano de Nardis

RSE [Réseau social environnemental] - Argentine
Travail avec des chômeurs des banlieues populaires de différentes villes

Maria Teresa Mira

CMU (Maison de la femme de La Unión)-Uruguay
Travail avec des femmes et des jeunes adolescentes-mères exclues, ayant déserté le système scolaire

Tous les projets dont nous parlons représentent une diversité d'individus, groupes, communautés, institutions. Notre axe transversal commun est constitué par notre engagement pour que cette diversité d'individus exclus puissent accéder au droit à l'éducation

Considérant l'éducation dans la perspective signalée par la déclaration de la 6^e Conférence internationale d'éducation des adultes²³, à savoir qu'elle est la porte d'entrée ou plus exactement la clé d'entrée à la réalisation pleine de tous les autres droits comme la participation citoyenne, l'accès à l'eau, à l'habitat, à la santé, à l'alimentation, c'est-à-dire à des droits basiques. Ceci va permettre, toujours selon cette 6^e Conférence, une approche stratégique des grandes problématiques mondiales comme l'extrême pauvreté, les changements climatiques, etc.

Dans cette recherche de construction de réponses en matière de formation contenues dans chaque projet, nous

voyons qu'il y a une approche qui part du développement de l'individu, mais qui peut avoir une influence sur des contextes plus amples à différents niveaux: un premier niveau serait le niveau communautaire, un deuxième niveau serait de devenir citoyen, agent actif au niveau social. La contribution de ces différents niveaux est la possibilité de participer au changement social et à la réalisation d'une vie humaine en plénitude, tant au niveau matériel qu'au niveau spirituel. Nous avons fait appel au concept du « bien vivre », c'est-à-dire une vie qui ne s'épuise pas simplement dans ce qui prime dans notre société où il semble que le seul aspect qui importe soit le développement économique.

Nous avons analysé le développement des personnes, des capacités, comme base pour le développement des compétences, ce concept éducatif qui aujourd'hui traverse toutes les propositions. Nous affirmons: nous ne sommes pas contre l'acquisition de compétences, mais nous sommes contre le développement exclusif des compétences en fonction de la demande économique du marché et non cimentées et fondées dans le développement de capacités psychiques supérieures ce qui nous constitue fondamentalement comme êtres humains. La capacité de prendre des décisions, d'avoir un esprit critique, d'argumenter.

En outre, nous avons tenu compte des deux composantes fondamentales que sont la perspective de genre et l'incorporation de l'interculturalité.

Par ailleurs, nous avons abordé la communication, le besoin de liens et d'alliances stratégiques entre organisations au niveau du pays ou de groupes de pays, et finalement le renforcement des capacités des organisations, plus particulièrement à travers des formations continues, ceci pour pouvoir arriver à la réalisation de l'hypothèse de départ du 50^{ème} soit d'influencer les politiques publiques.

Identification de nos forces, faiblesses, opportunités, menaces

Forces:

1. Méthodologies que nous utilisons: elles incorporent la réalité et le vécu des participants tout en développant leurs compétences, de sorte que les personnes peuvent exercer leur capacité de réflexion critique au service de la transformation sociale et de leurs réalités. Exemple concret²⁴: accès à l'eau potable en Argentine.
2. Caractère « bi-directionnel » de la formation permanente:

nous refusons le modèle de « celui qui sait et qui enseigne à celui qui ne sait pas ». Nous pensons et réalisons un modèle au sein duquel le savoir et les connaissances circulent et sont présents parmi tous les participants avec lesquels nous travaillons. Nous avons insisté sur la formation des formateurs qui eux aussi doivent pouvoir continuer à se former.

Exemple concret: le plan de formation qui a été réajusté après avoir été présenté aux maîtres autochtones en Colombie.

3. Base de tout processus: elle vise le développement de l'auto-estime, de la prise de confiance des personnes en elles-mêmes et est fondée sur le respect des personnes et la valorisation de toute expérience des populations avec lesquelles nous travaillons.

Exemple concret: les groupes de parole avec des personnes affectées par le tremblement de terre en Haïti.

Autres forces de caractère plutôt stratégique en lien avec l'accumulation d'expériences que nous avons du terrain:

1. Ces expériences nous aident à établir des alliances stratégiques de différents niveaux entre organisations (local, communal, international et y compris des relations avec la coopération internationale) et du travail en réseaux, basés sur l'accumulation des expériences et des apprentissages.

Exemples: l'OIA (l'Organisation autochtone d'Antioche) pour ce qui concerne CLEBA en Colombie, et l'Assemblée nationale des ONG en Uruguay.

2. Ces expériences qui sont en train de se consolider sur le terrain ont une influence sur les politiques publiques, quelquefois sectorielles, mais néanmoins publiques. Ces expériences et modèles novateurs sont, dans un certain nombre de cas, repris et incorporé par les politiques publiques.

Exemple: le programme appuyé par le MCI a été repris et poursuivi par les autorités publiques en Uruguay.

Et d'une façon générale, ce qui apparaît fortement, ce sont les valeurs et le grand degré d'engagement, de responsabilité qui assurent le niveau de qualité des projets dans lesquels nous travaillons.

Faiblesses:

- La dépendance économique quand la coopération disparaît ou quand le travail avec l'Etat nous fait perdre notre autonomie; la perte de ressources pour continuer à expérimenter.
- La nécessité de continuer à travailler pour que les leaders de terrain puissent continuer à se former avec plus d'efficacité pour faire face aux obstacles qui se présentent.
Exemple: dans le cas de la récupération de territoires Mapuche en Argentine (voir le cahier 2 de la capitalisation).
- La forte implication des personnes bénévoles qui représente une grande force, mais se transforme en faiblesse dans la mesure où il y a des discontinuités, voire des interruptions.

Opportunités:

- Les avancées acquises dans la communication et la visibilité de l'action grâce à la durée dans le temps, ainsi que les actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des pouvoirs publics.
- La prise en compte au niveau international d'outils dans la recherche de solutions face aux problématiques posées: les expériences nous situent en interlocuteurs reconnus face aux réseaux, agences, plateformes nationales ou régionales ou face aux gouvernements.
Exemple: la création de médias alternatifs à partir des objectifs de notre action en Colombie.

Menaces:

- Le développement inégal entre les villes et les périphéries, entre les villes et les campagnes; le développement inégal des services publics.
- Le modèle de développement agropastoral basé sur la culture intensive, l'avancée des monocultures réduisant les terres des paysans.
- La criminalisation de la protestation sociale et des mouvements sociaux, surtout dans le cas de manifestations revendicatives (par exemple dans les médias).

Recommandations:

- Rompre l'asymétrie dans les prises de décisions concernant quoi financer, quelles priorités, quelle durée du financement, de manière à garantir la qualité de vie et les conditions de vie des bénéficiaires.

- Appuyer le renforcement des capacités des organisations pour qu'elles aient une incidence réelle sur la conception, la gestion et l'évaluation des politiques publiques.

Concernant le MCI :

- Faciliter des rencontres périodiques et plurielles, tous les deux ou trois ans, entre partenaires du MCI (Sud-Sud et Nord-Sud), pour capitaliser et diffuser les expériences et apprentissages. Ceci implique bien entendu des travaux de réflexions préalables de la part des participants.
- Augmenter au Nord la visibilité publique des organisations du Sud, les problématiques et les réussites à travers divers canaux de communication.

PAIS (Programme d'appui à l'insertion sociale), partenaire du MCI à Haïti, réalise des formations à la citoyenneté. Un représentant de PAIS a participé à l'atelier Formation organisé par le MCI.

Photo M. et J. Pasqualone



Conclusion

La formation, clé d'entrée à la réalisation des droits humains

Les expériences décrites dans ce cahier représentent une diversité d'individus, de groupes, de communautés, d'institutions. Cependant, elles s'inscrivent dans les mêmes perspectives et sont traversées par le même fil conducteur : « un engagement pour que la diversité des sujets exclus puisse accéder et réaliser le droit à l'éducation. Considérant l'éducation dans la perspective signalée par la Déclaration de la 6^{ème} Conférence internationale d'éducation des adultes, à savoir que l'éducation est la clé d'entrée à la réalisation pleine de tous les autres droits comme la participation, l'accès à l'eau, à l'habitat, à la santé, à l'alimentation. Ceci va permettre – toujours selon cette 6^{ème} Conférence – une approche stratégique des grandes problématiques mondiales comme l'extrême pauvreté, les changements climatiques, etc. »²⁵ Les leçons à tirer sont de plusieurs ordres.

Répondre aux besoins des populations par des dispositifs pédagogiques innovants et de qualité

La formation au service des plus vulnérables requiert un outillage méthodologique et professionnel de haute qualité. « En lien avec les objectifs éducatifs et pédagogiques, ce sont surtout les méthodologies que nous utilisons qui incorporent le vécu des participants – tout en développant des compétences – de sorte que les personnes puissent exercer leur capacité critique au service de la transformation de leurs réalités. »

En Uruguay, Casa de la Mujer mène son action à partir d'une analyse théorique très poussée du concept de pauvreté et du décryptage des mécanismes d'exclusion à l'œuvre dans les quartiers pauvres de Montevideo. Face au constat de la féminisation croissante de la pauvreté, le projet propose, notamment aux adolescentes en situation de grossesse précoce, des parcours de formation en vue de la réinsertion professionnelle.

L'expérience argentine met en lumière le rôle de l'articulation entre éducation pour adultes et université lorsque cette dernière se positionne comme acteur à part entière du développement territorial. La faculté d'agronomie a apporté son outillage académique à la formation technique demandée par les organisations pour renforcer la portée des initiatives communautaires de production. De plus, en mettant en contact des organisations sociales dans tout le pays, l'université a contribué à la formation entre pairs où

les rencontres permettent l'échange d'expérience. Cette accumulation d'apprentissages et d'expériences du terrain aide les organisations « à établir des alliances stratégiques de différents niveaux [local, communal, international] et du travail en réseaux ».

En Colombie, la Pédagogie du texte accorde une place centrale à l'expérience et à la parole des apprenants. Elle se fonde aussi sur « les avancées des sciences de l'éducation, notamment la linguistique textuelle, la psychologie sociale interactive, et enfin, la pédagogie, la didactique et les connaissances spécifiques aux matières à enseigner et à apprendre ». Enfin, elle accorde une attention particulière au « caractère bidirectionnel de la formation permanente » et interactive des formateurs et éducateurs : « Nous refusons le modèle de "celui qui sait et celui qui ne sait pas". Nous avons insisté sur la formation des formateurs qui eux aussi doivent pouvoir continuer à se former. » Cette approche explique les niveaux d'efficacité atteints. « Dans certains cas, 87,5 % », souligne le CLEBA. « Cet indice est excellent dans l'absolu mais prend toute sa mesure si on le compare avec les niveaux observés avec d'autres systèmes de formation pour adulte, qui atteignent à peine 30 %. »

Former pour retrouver l'estime de soi

« La base de tout processus doit être nécessairement le développement de l'estime de soi, caractérisé par le respect des personnes et la valorisation de toute expérience des populations avec lesquelles nous travaillons. »

A ce propos, l'expérience de Casa de la Mujer en Uruguay est emblématique. « Le problème central sur lequel le projet veut agir est l'absence de projet personnel chez les adolescentes vivant en situation d'exclusion sociale et conduisant généralement à la grossesse. » Avoir un projet de vie implique d'avoir conscience de ses droits. Or cette conscience « ne surgit pas spontanément, la socialisation a fait que certains malaises et souffrances soient vécus comme naturels ». C'est pourquoi « la convocation des bénéficiaires a pris une forme attractive, c'est-à-dire celle liée aux besoins pratiques » [préparation à l'accouchement, soin des enfants, accès à l'informatique, espace récréatif, etc.] « C'est alors possible, à travers le travail autour de ces besoins pratiques, d'accéder aux besoins stratégiques : les droits [...] La genèse d'un projet de vie alternatif, particulièrement l'idée même de projet, était en soi un objectif ambitieux et le fait que certaines bénéficiaires aient décidé de faire des études

[secondaires] est un changement qui montre qu'elles commencent déjà à concevoir un « projet de vie ».

Former pour inscrire le développement personnel dans une construction citoyenne

Notre conception de la formation va au delà de l'acquisition des compétences scolaires, académiques, professionnelles. Il s'agit d'une formation au sens critique, à l'autonomie de jugement, d'une formation à la citoyenneté : « L'élévation du niveau de conscience des personnes et des groupes sociaux est indispensable au changement social, indispensable pour que ces personnes et groupes soient les protagonistes de leur propre changement et de celui des sociétés dans lesquelles ils sont immergés. Comprendre son environnement, comprendre le monde, analyser les causes, les conséquences, les interactions, sont les conditions mêmes à la participation à la vie en société quel que soit le niveau où elle se situe, et donc à la participation citoyenne. » En Amérique latine, les lieux de formation populaire ont joué un rôle démocratique majeur. En effet, « beaucoup d'expériences ont commencé alors même que les contextes politiques étaient fermés, voire hostiles, périodes de dictatures avec leurs dangers et leurs risques... Les projets de formation et d'éducation étaient souvent les seuls espaces possibles pour travailler avec des groupes et ce faisant, préparer l'après-dictature ».

Former pour construire une économie pleinement humaine...

Au-delà du soutien de chaque personne dans sa capacité d'entreprendre, ces projets entendent apporter une contribution au niveau de la société dans son ensemble. Redonnons ici encore, la parole aux acteurs de terrain : « Dans cette recherche de la construction de réponses en matière de formation contenues dans chaque projet, nous voyons qu'il y a une approche qui part du développement personnel, mais qui s'élargit jusqu'à savoir se situer dans des contextes plus amples : la famille, la communauté et jusqu'à être des citoyens, des agents actifs au niveau social ; contribuer au changement social et à la réalisation d'une vie humaine en plénitude, tant au niveau matériel qu'au niveau spirituel. Nous avons fait appel au concept du "bien vivre"²⁶, une vie qui ne s'épuise pas simplement dans ce qui prime dans notre société où il semble que le seul aspect qui importe soit le profit, mais qui permette le développement

de la pensée critique : argumenter, participer, prendre des décisions.

Par conséquent nous avons analysé le développement des personnes, de leurs capacités, comme base de toutes les compétences [à acquérir]. Nous affirmons : nous sommes contre le développement exclusif des compétences en fonction de la demande économique, du marché et non dans ce qui nous constitue fondamentalement comme êtres humains. »

...à même de répondre aux grands défis d'aujourd'hui

La formation, telle que ces projets la conçoivent, permet à des personnes marginalisées non seulement de retrouver la capacité d'entreprendre, de jouer un rôle d'acteur économique à part entière [le « micro-entrepreneuriat » est très en vogue, actuellement, dans les projets de développement], mais aussi de construire une forme d'économie durable et territorialement cohérente. A La Plata, par exemple, un groupe de voisins appuyés par le Réseau social environnemental, a « décidé de s'unir et de trouver ensemble un moyen d'affronter le chômage qui frappe lourdement leurs quartiers ». Avec d'autres associations membres du réseau, ils s'attaquent « au défi de produire plus grâce à une meilleure formation professionnelle, mais aussi à celui de produire aujourd'hui sans compromettre l'avenir des générations futures. Ce dernier point implique une prise de conscience de la nécessité de sauvegarder les ressources naturelles ».

Ainsi, bien au-delà de la lutte contre la pauvreté, on voit croître des initiatives qui construisent une économie sociale et solidaire répondant, au niveau local, aux grands enjeux que traverse l'humanité aujourd'hui : basculer petit à petit vers une économie moins dépendante de l'énergie fossile, moins destructrice de l'environnement naturel, créatrice d'emplois.

Changer d'échelle

Utopie, nous dira-t-on ? Que non : quantité d'initiatives le prouvent, partout dans le monde, chiffres à l'appui. Mais il faut bien constater qu'elles restent le plus souvent marginales, en termes de personnes concernées ou de poids dans l'économie nationale. Se pose donc la question du changement d'échelle.

C'est ici que ces trois expériences sont précieuses : toutes ont intégré, souvent dès leurs prémices, la relation avec

les autorités publiques. Qu'il s'agisse de plaider ou parce qu'elles ont renforcé, comme dans le cas du CLEBA, «la participation au sein des organisations, féminines ou communautaires, afin d'influer sur les politiques municipales et d'être pleinement acteurs du développement local».

Mais surtout, elles ont intégré, en tant que dimension intrinsèque des projets qu'elles mènent, l'articulation de leurs actions avec les institutions ou avec les programmes publics locaux ou nationaux.

Le CLEBA, a, par exemple, «tiré parti de différentes opportunités d'éducation et de diffusion [des avancées du projet] - voire les a parfois suscitées - au niveau des communes, des réseaux existants et des universités. Ce fut le cas, notamment, de la concertation avec les secrétariats municipaux de l'éducation et les centres éducatifs en vue de la validation officielle des études de primaire». A l'issue du projet, «le savoir-faire acquis lors de l'expérience a aussi permis d'engager un dialogue avec les autorités éducatives [notamment] au moment où [le Conseil départemental de l'Education] élaborait les grandes lignes d'une proposition de politique éducative en direction des adultes».

Casa de la Mujer vise «à long terme [...] la prise en charge par l'Etat [...] de programmes similaires dans d'autres quartiers défavorisés.» L'organisation cite, parmi ses résultats, «l'inclusion [...] dans l'agenda de décideurs politiques de nouveaux engagements pour l'amélioration de la qualité de vie des adolescentes et l'intégration par le secteur public de ces réalités complexes, pour lesquelles a été mise en évidence l'absence de politiques appropriées».

C'est l'un des messages livrés par les participants de l'atelier Formation, organisé par le MCI en novembre 2012 :

«Les expériences, qui sont en train de se consolider sur le terrain, ont des incidences sur les politiques publiques - quelquefois sectorielles, mais néanmoins publiques - à partir d'expériences et de modèles novateurs; dans un certain nombre de cas, les politiques publiques sont ouvertes à les reprendre et les incorporer.»

Des pistes pour l'avenir du MCI

Au cours des trois capitalisations et de l'atelier d'octobre 2012 des recommandations ont été formulées au MCI. Le groupe de travail recommande par exemple de «faciliter des rencontres périodiques et plurielles, tous les deux ou trois ans, entre partenaires du MCI pour capitaliser et diffuser les expériences et apprentissages et d'augmenter au Nord

la visibilité publique des organisations du Sud ». Le RSE propose pour favoriser la codécision «de mettre en place des instances de formation conjointes, s'adressant autant au MCI qu'à ses partenaires de terrain - sous forme de stages par exemple». Le CLEBA évalue de manière très positive le partenariat avec le MCI, tout en signalant qu'il serait souhaitable d'accélérer les procédures administratives concernant la présentation de projets, les rapports narratifs et financiers et les transferts de fonds. Ces recommandations, tout comme les conclusions de cette capitalisation devront être prises en compte au moment de déterminer la marche à suivre pour aborder ce nouveau demi-siècle.

Annexes

Annexe 1 – Déclaration finale du 50^{ème} anniversaire du MCI

Une nouvelle coopération pour un autre développement

En guise d'introduction

En 2012, le Mouvement pour la Coopération internationale - MCI fête son cinquantième anniversaire. C'est [pour lui] l'occasion de dresser le bilan de ce demi-siècle d'activités avec ses partenaires du Sud. Et aussi de coopération avec des ONG du Nord, en particulier les associations genevoises. Le MCI est l'une des ONG qui ont créé la Fédération Genevoise de Coopération – FGC.

Au moment de sa fondation, comme d'autres associations agissant dans ce domaine, le MCI n'imaginait pas que cette coopération, conçue pour devenir inutile dans les meilleurs délais, allait encore être nécessaire cinq décennies plus tard. Pourquoi cet échec apparent? Ce questionnement, nombreux sont ceux qui le partagent. Par exemple le contribuable, qui voit une part croissante du budget des collectivités publiques être consacrée à la coopération au développement.

Le MCI a commencé par analyser son action qu'il a fallu « capitaliser ». Il a fait l'inventaire de ses forces et ses faiblesses. Il a recherché les « projets » qui ont été les plus efficaces. Très vite il a questionné ses partenaires.

En mars - avril, il a organisé trois débats publics portant sur le cadre dans lequel s'inscrit l'action des ONG comme le MCI: les apports et les limites du système des Nations Unies; le rôle de la Suisse et de Genève dans la coopération internationale, et, enfin, l'actualité de Bandung, cette conférence de 1955 qui a favorisé la marche vers l'indépendance de nombreux territoires sous domination coloniale et l'émergence de mouvements de libération nationale. Lors de chaque débat, le MCI a questionné les intervenants sur la manière d'améliorer l'efficacité de la coopération.

Enfin, ce mois d'octobre, il a réuni ses partenaires pour débattre avec eux du mode de coopération à développer à l'avenir pour en améliorer l'efficacité.

Le résultat de cette réflexion est l'objet de la déclaration ci-après.

Genève, le 19 octobre 2012

Une nouvelle coopération pour un autre développement

Nous, les participants à la rencontre organisée à Genève les 15, 16, 17, 18 et 19 octobre par le Mouvement pour la coopération internationale – MCI qui célèbre son 50^e anniversaire, avons décidé de rendre public le résultat de nos travaux. Il s'agit pour nous de contribuer à l'amélioration de la coopération internationale pratiquée par les organisations de la société civile. Nous voulons une coopération soutenant un développement centré sur l'humain, promouvant et protégeant la vie.

Nos constats

La domination privée

Au cours de ce dernier demi-siècle, à la domination exercée précédemment par plusieurs États européens, s'est ajoutée la domination privée exercée par de grands groupes économiques multinationaux. Même lorsque des acteurs ont surgi sur les scènes politiques nationales en opposition à cette réalité, une fois au pouvoir, ils ont succombé à la logique du capital.

Ces groupes économiques multinationaux utilisent à leur profit des pratiques fiscales, souvent douteuses, pour échapper à l'impôt dans les pays où ils exercent leurs activités. Ces pratiques réduisent les ressources nécessaires à de nombreux pays pour assurer une vie digne à leurs habitants. Le secret bancaire et autres mécanismes fiscaux, comme les possibilités offertes d'évasion fiscale, pratiquées en Suisse et dans d'autres parties du monde, ont pour conséquence de réduire les ressources nécessaires à de nombreux pays pour améliorer le niveau de vie de leurs populations. Ces pratiques facilitent le développement de la corruption qui, elle aussi, porte atteinte au développement de nombreux pays.

Les marchés internationaux, notamment ceux des matières premières et produits de base, échappent au contrôle des pouvoirs publics nationaux. Trop souvent les pays producteurs ne reçoivent pas la juste rémunération de leur production. De nombreux paysans et travailleurs de par le monde vivent dans la misère.

À de nombreuses reprises, le Fonds monétaire international et des banques privées- pour résoudre les problèmes d'endettement- ont imposé des politiques d'ajustement structurel, souvent des privatisations, entraînant des crises économiques qui rendent les pays dépendants et ont des conséquences dramatiques pour leurs populations.

Ces pratiques affaiblissent la démocratie dans de nombreux États. Elles réduisent les capacités de la population à être le sujet de son propre destin. Dans certains cas, les États vont jusqu'à criminaliser la protestation sociale.

Le modèle dominant de développement

Le modèle dominant de développement économique entraîne une détérioration de la qualité de vie sur la planète. Les changements climatiques en sont l'un des signes inquiétants. Le développement dit « durable » cache souvent un développement insoutenable dans le temps.

Ce modèle de développement :

- met en cause l'existence même de nombreux peuples autochtones, particulièrement quand leurs territoires recèlent des matières premières ou des sources d'énergie présentant un intérêt économique. Pour ce modèle dominant, les peuples autochtones et les populations traditionnelles représentent la dernière barrière à abattre.
- tend à accentuer le manque de reconnaissance de la femme comme sujet politique, social, culturel, économique.

La société civile

Au Sud comme au Nord, au fil des années, on a pu constater l'émergence d'organisations et d'initiatives de la société civile susceptibles de répondre aux besoins vitaux de la population et de défendre ses intérêts et, par là, de concourir au bien commun. Ces organisations de la société civile constituent une pièce maîtresse de la démocratie. Elles sont, dans leur propre pays, les premières porteuses de la promotion et de la défense des droits économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux de la population et des droits collectifs des peuples autochtones.

La coopération au développement des ONG du Nord

Dans le Sud, elle a permis à de nombreuses personnes, groupes et ONG de mettre en œuvre des projets,

d'entreprendre des actions permettant à des populations plus ou moins nombreuses d'améliorer leurs conditions de vie.

Cependant, quand cette coopération est fragmentée, quand il y a une multiplication non cohérente des projets, ce n'est pas parce qu'il y a de nombreuses ONG étrangères dans un pays, que cela entraîne un changement social pérenne susceptible de rendre inutile le financement de projets par la coopération internationale.

Ce que nous voulons

La reconnaissance des ONG du Sud

La pleine reconnaissance de l'existence des organisations de la société civile du Sud et de leur rôle essentiel pour apporter le changement social susceptible de répondre aux besoins économiques, sociaux et culturels de chaque peuple.

Cela a pour conséquence de devoir développer un partenariat d'égalité entre ONG du Sud et du Nord. Cela a des conséquences jusque dans la présentation des projets par exemple.

Le changement social pour le bien commun entre difficilement dans un chronogramme.

Il est souvent le résultat d'un long travail soumis à de nombreux aléas. Les associations qui, dans leur programme d'action, visent ce changement social doivent avoir les moyens en personnel et en matériel pour assurer la continuité de leur action. Elles doivent être soutenues dans la durée.

Les peuples autochtones

Dans leur grande majorité, les peuples autochtones ont une relation pleine de respect, d'harmonie et d'équilibre avec la terre-mère. Le renforcement des identités ethniques et culturelles est très important. Les territoires indigènes sont de véritables sanctuaires de vie dans leur diversité spirituelle et biologique. Mais les peuples autochtones sont touchés de plein fouet par le modèle dominant de développement. Ce modèle porte atteinte à leurs territoires ancestraux : les montagnes, les glaciers, les forêts, les fleuves et rivières. Pourtant l'existence de ces peuples constitue un signal fort pour l'humanité toute entière.

On leur reproche d'empêcher le développement, on criminalise leur protestation, on militarise leur territoire, on réduit

leurs droits. Et pourtant, ils continuent à lutter pour leur vie et la défense de leurs droits. Bien que reconnus par des lois et des instruments juridiques nationaux ou internationaux, leurs droits ne sont que partiellement appliqués. Soutenir leurs revendications est d'importance capitale.

L'économie solidaire

L'économie solidaire est un projet politique différent du modèle dominant de développement économique. Elle place l'être humain au centre de l'économie, pas seulement en ce qui concerne les biens et services utiles et de qualité qu'elle offre, mais aussi par la manière de produire, de consommer, de commercialiser et de pratiquer la finance, notamment en autogestion et quand elle promeut un développement soutenable, respectueux de l'environnement. Dans cette dynamique, la mesure du développement ne peut se faire seulement au travers d'indicateurs économiques, mais doit prendre en compte d'autres dimensions d'ordre sociopolitique, éthique et culturel.

La formation

Les mécanismes qui engendrent la précarité et l'exclusion sont complexes. Vouloir la pleine participation de la société civile pour un développement centré sur l'humain suppose une formation : continue, de qualité et adaptée à chaque population. Le but et la base de tout processus de formation doivent être le développement de l'estime de soi des participants à partir du respect et de la valorisation de leurs expériences, connaissances, langues et cultures. Ce modèle de formation est celui qui doit être reconnu et soutenu par les pouvoirs publics et la coopération internationale.

La coopération des ONG du Nord

Les ONG du Nord, si elles veulent être pleinement solidaires des ONG du Sud, doivent :

- combattre, dans leurs propres pays, les mécanismes par lesquels les ressources financières qui permettraient de subvenir aux besoins de la population du Sud trouvent un refuge complaisant sur des comptes bancaires qui ne profitent qu'aux fraudeurs ;
- surveiller et, le cas échéant, dénoncer les pratiques des entreprises qui portent atteinte au « Bien Vivre » des peuples.

Appel aux ONG et collectivités publiques du Nord

Nous appelons les ONG du Nord et les collectivités publiques à soutenir les projets et programmes des ONG du Sud qui :

- se mettent en réseau avec d'autres acteurs pour proposer, promouvoir et accompagner des politiques publiques;
- favorisent la mise en œuvre de droits reconnus, susceptibles de bénéficier à une population beaucoup plus large que les bénéficiaires initiaux.

La coopération doit appuyer en priorité ce type d'actions de changement social. Une fois abouties, ces dynamiques rendront alors les financements sans objet, alors l'accent sera mis sur d'autres formes de solidarité.

Cette pratique de la coopération doit se faire dans la longue durée.

Les associations du Sud qui ont de tels objectifs doivent être soutenues non seulement pour des aspects concrets de leurs programmes, mais aussi pour leur vie démocratique, leurs besoins en personnel et en matériel.

C'est le changement de pratique que nous souhaitons.

Les participants: Erica Guarda et Hermenegildo Liempe, CAI, Argentine | Mariano De Nardis et Zulema Nélide Aguirre, RED, Argentine | Jorge Tacuri Aragon et Emerson Sandi, Solsticio Peru/Feconat, Pérou | Antonio Sánchez et Cáisamo Guzmán, CLEBA/OIA, Colombie | Maria Angelina de Oliveira et Adriana Bezerra Cardoso, CEDAC, Brésil | Silvio Cavuscens et Sônia Guajajara, Secoya/COIAB, Brésil | Ketelie Estimable et Anice Ladouceur, PAIS, Haïti | Simao Luis de Costa et Joao Do Carmo Pinto, CDC, Timor Leste | Rita María del Luján Toledo Tejera et María Teresa Mira Torres, CMU, Uruguay | Christiane Escher, MCI, Suisse

Annexe 2 – Présentation du MCI

Contexte

Entre les années cinquante et la première moitié des années 60 du siècle dernier, c'est l'irruption du « Tiers-Monde » sur la scène internationale :

La Conférence de Bandung en 1955,
La vague des décolonisations,
La prise de conscience de la faim dans le monde,
L'inégalité des rapports Nord-Sud,
Le mal-développement.

Dans le monde dit « développé », l'Europe est désormais sortie de la 2^e guerre mondiale.

Mais elle est figée dans la guerre froide: la séparation en deux blocs de l'Est et l'Ouest.

Au plan social c'est non seulement le plein emploi mais encore l'appel à l'immigration comme force de travail. La pauvreté reste, mais aussi la sortie possible de la pauvreté pour de très larges couches de la population.

Les 30 glorieuses, d'autres disent les « golden sixties », des luttes pour la redistribution des fruits du travail et de la richesse, des institutions stables, des Etats providence, des révoltes, Mai 1968...

La convocation du Concile Vatican II par le Pape Jean XXIII et ses répercussions largement au-delà du monde des chrétiens.

La naissance d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales chrétiennes et laïques au Nord, l'expansion des ONG de développement (les organisations humanitaires existaient déjà et agissaient face aux catastrophes naturelles et autres situations d'urgences).

L'ambiance était constructive: on allait arriver à changer la face du monde, à lutter contre la pauvreté, à l'éradiquer, à militer pour le développement et à instaurer des rapports Nord-Sud nouveaux.

Antécédents

Dans ce contexte, à Genève, deux personnes, par ailleurs engagées au plan politique, syndical, ecclésiastique, se rencontrent, échangent, s'interrogent sur le nouveau contexte international qui se dessine. Elles s'efforcent d'identifier et de faire le lien entre « l'ici » et le « là-bas ». Non pas le monde « sous-développé », là-bas, loin de nous, et le monde par conséquent supposé « développé », ici, chez nous. Mais un seul monde, interdépendant, où les causes engendrées par les uns produisent des effets sur les autres. Un monde aux prises avec du « mal développement » où que ce soit. Mais aussi un mal-développement qu'il serait possible de transformer en défi et que nous serions capables de relever.

Petit à petit d'autres personnes rejoignent le duo initial et donnent corps à quelques intuitions: pouvoir disposer d'un « lieu », hors partis, hors syndicats, hors Eglises, tous utiles et nécessaires.

Mais se poser des questions au-delà, réfléchir sans réponses, consignes ou mots d'ordre préconçus, préétablis. Le groupe se constitue sous le nom – provisoire – de CICG (Centre international de coopération de Genève).

Simultanément il regarde autour de lui, identifie d'autres organisations déjà existantes ou en voie de création, exprimant des préoccupations et poursuivant des buts similaires. Des rencontres s'organisent qui prendront la forme de « Tables Rondes » et qui aboutiront à la création de la Fédération genevoise de coopération en 1966.

Naissance et choix initiaux

Le MCI naît formellement en 1962 avec des choix initiaux déterminants, en voici deux :

- Que ses membres soient actifs « ici » et « là-bas » :
- . ils sont solidaires du « Tiers-Monde » : ils appuieront des efforts de transformation de la société vers des pratiques plus justes sous la forme de « projets »,
- . ils s'engagent « ici » dans les organisations de leur choix pour agir sur les causes provoquant misères, pauvretés, sous-développement.
- Une des premières actions soutenue par le CCIG (qui changera de nom pour devenir MCI)

sera de demander que 1%²⁹ de la fiscalité des contribuables genevois soit consacré à l'appui au «développement du Tiers-Monde». La Fédération genevoise de coopération appuiera cette demande.

Principes, objectifs, fonctionnement

Conformément à ses statuts, le MCI vise à promouvoir un esprit de citoyenneté au Nord comme au Sud. Il contribue à la mise en place d'un réseau de solidarité internationale. Il considère important d'agir sur les causes et les conséquences responsables du sous-développement dans les pays du Sud. Il est préoccupé par les aspects de politique générale lorsqu'ils provoquent ou perpétuent des situations de marginalisation. Il cherche à favoriser un meilleur respect des personnes et des groupes se traduisant par la justice et la paix.

Ses objectifs principaux :

- appuyer différents projets de développement émanant d'associations du Sud,
- construire des partenariats solides et durables,
- participer à des réseaux et des plateformes thématiques au Nord,
- réaliser et/ou participer à des actions de sensibilisation et d'information au Nord,
- mener des groupes de réflexion et d'échange sur des thèmes du développement.

Le MCI appuie des campagnes promues par d'autres organisations lorsqu'elles abordent des thèmes requérant des connaissances et compétences spéciales.

Dès sa fondation le MCI fonctionne grâce à l'engagement bénévole de ses membres.

Depuis le début des années 2000, il est secondé par un civiliste lorsque cela s'avère nécessaire.

Annexe 3 – Contexte historique et politique uruguayen

Une nouvelle route vers les Indes

Dès le XV^e siècle, le vent propulsait les caravelles européennes vers des nouveaux horizons à la recherche d'autres routes commerciales menant à l'Asie et à l'Inde ; à l'époque, l'échange des épices et des soieries valaient autant ou plus que de l'or. Jusqu'à sa mort, en 1506, Christophe Colomb restera persuadé d'avoir joint les rivages de l'Inde. Finalement, en 1507, le navigateur Americo Vespucci sera le premier à établir que les terres rencontrées constituent un nouveau continent et de son prénom on tirera le nom d'Amérique.

Ce mouvement d'ensemble trouve ses origines dans les bouleversements économiques, culturels et sociaux qui secouaient l'Europe, avec le déclin de la féodalité et l'envol du mercantilisme. Bien qu'un certain commerce mondial se soit développé et malgré l'apparition de la concurrence hollandaise et anglaise, les républiques italiennes détenaient le monopole du commerce avec l'Orient depuis le XIII^e siècle et ses bateaux sillonnaient la Méditerranée et les côtes de l'Atlantique jusqu'en Flandre.

Le XV^e siècle marque le début de la Renaissance et son grand essor de connaissances. La navigation se verra alors impulsée par les avancées dans les domaines de la géographie et des techniques de navigation et l'invention de nouveaux types de navires, plus solides, plus grands et mieux adaptés aux océans. C'est aussi le temps du renforcement des grands Etats autour de la royauté, qui représentait l'ordre et la nation en formation face à l'émiettement des Etats féodaux.

Dès la prise de Constantinople en 1453, la domination ottomane sur le Moyen-Orient et l'est de l'Europe se concrétise et débouche dix années plus tard sur la guerre avec la République de Venise. Les commerçants italiens voient, alors, les routes du commerce avec l'Asie coupées. La nécessité économique d'ouvrir de nouvelles routes vers les trésors des Indes, de la Chine (Cathay) et du Japon (Cipango) va pousser les royaumes du Portugal et de l'Espagne à financer des expéditions maritimes.

Depuis le début du siècle, Henri le Navigateur, roi du Portugal, finance des expéditions le long des côtes de

l'Afrique et y établit les premiers comptoirs (Ceuta en 1415). Dans la foulée, les îles au large de l'Afrique sont colonisées : Madère en 1419, les Açores en 1431, les îles du Cap-Vert en 1457. Ensuite, sous le règne de Jean II, le Congo est atteint en 1482 et le Cap de Bonne Espérance, franchi par Bartolomeo Diaz, ouvre la route des Indes et des épices que Vasco de Gama va suivre en 1498.

Un nouveau continent

L'expédition de Christophe Colomb ne serait qu'une parmi bien d'autres, si elle n'était devenue celle de la découverte de l'Amérique et du début de la présence espagnole sur le continent américain. Les *Capitulacions de Santa Fe*, signées le 17 avril 1492, portent la convention entre la Couronne espagnole et Colomb avec les conditions sous lesquelles ce voyage devait être entrepris. Ce document constitue le premier témoignage écrit de l'histoire des Amériques. L'objet de l'exploration était de ramener des perles, des pierres précieuses, de l'or, de l'argent et des épices, produits existant en abondance dans les Indes occidentales, autant convoitées, en les atteignant par le Sud-ouest. Les privilèges demandés par Colomb et concédés par la Couronne étaient : le titre héréditaire d'Amiral à vie et celui de Vice-roi et Gouverneur général de toutes les terres découvertes ou conquises par lui en outremer. Par ce document on fixait aussi la part des bénéfices qui revenait au requérant, soit un dixième des résultats matériels de l'expédition ainsi qu'un huitième des profits commerciaux.

De même que Colomb a profité de l'expérience des navigateurs portugais, sa propre expérience va bénéficier à John Cabot qui, au service de l'Angleterre, atteint le Labrador en 1496. Pinzón et Lope, pour le compte de l'Espagne, découvrent en 1499 l'embouchure de l'Orénoque. Alvares Cabrai essaie de contourner l'Afrique et atteint, en 1500, les côtes du Brésil. En 1513, Balboa découvre l'océan Pacifique et, en 1519, l'expédition de Magellan sera partie et va accomplir le premier tour du monde, rejoignant l'Espagne en 1522 sous le commandement de Sebastian Elcano. Ceci marquait le début d'un empire où le Soleil ne se couchait jamais, avec Charles I d'Espagne et V d'Allemagne à la tête. Au même temps, mais de manière secondaire, une nouvelle région américaine articulée autour du Rio de la Plata prenait place dans les stratégies géopolitiques européennes.

La colonisation

À la découverte du Nouveau Monde suit la colonisation brutale, l'asservissement impitoyable des indigènes, tout un système d'exploitation et d'oppression. La colonisation de l'Amérique est faite sous le signe de l'or, devenu le nouveau dieu, le mot magique qui va encourager les aventuriers qui se bousculent pour aller vers les nouvelles terres et elle va prendre rapidement la forme d'un génocide. Des trésors sont extorqués dans les colonies et au nom de cette soif de l'or, les populations indigènes seront soumises au pillage, au travail forcé, à l'esclavage dans les mines et ailleurs, décimées par les maladies apportées par les Conquistadores: syphilis, tuberculose, parmi d'autres. Il fallait nourrir la mère patrie et permettre à son système économique de continuer à fonctionner. Ce seront des milliers de tonnes d'or et d'argent qui se déverseront en Europe en provenance des colonies américaines.

Las Casas estimait qu'entre 1495 et 1503 plus de trois millions d'hommes avaient disparu sur les îles, massacrés dans la guerre, envoyés comme esclaves à Castille ou épuisés dans les mines ou par d'autres travaux: «Qui parmi les générations futures croira cela?» écrivait-il. En un peu plus d'un siècle, la population indigène se voit réduite de 90% au Mexique et de 95% au Pérou. Le trafic d'esclaves en provenance de l'Afrique va se développer pour compenser le manque de main d'œuvre qui découle du massacre. Tout au long du XVI^e siècle, des centaines de milliers d'Africains noirs vont être déportés vers l'Amérique, mouvement qui va encore s'intensifier au cours des siècles suivants. A cela, il faut ajouter l'envoi de milliers d'Européens condamnés aux travaux forcés dans les mines et les plantations d'Amérique. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique et tout particulièrement les masses d'or et d'argent mises en circulation, permettront l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises donnant au commerce, à la navigation et à l'industrie un élan inconnu jusqu'alors et accélérant le développement du capital marchand.

Le gouvernement colonial

Le gouvernement des colonies était directement lié aux autorités péninsulaires, en premier le Roi, qui nommait tous les ministres civils, militaires et religieux. Ensuite, le Conseil des Indes qui, depuis 1542, contrôlait tout ce qui concernait le gouvernement et l'administration des colonies et qui

exerçait des fonctions législatives, financières, judiciaires, de coordination ecclésiastique et, dès 1714, celles se rapportant à la guerre, la navigation et le commerce. Outre-mer, les plus hautes autorités régionales, les vice-rois, étaient au nombre de quatre dont celui du vice-royaume du Rio de la Plata, sis à Buenos Aires; les audiences royales avec des fonctions politiques, administratives et judiciaires; les capitaines généraux pour les affaires militaires; les gouverneurs régionaux aidés par un lieutenant-gouverneur. Les *Cabildos* organisés à l'instar de ceux d'Espagne, constituaient les gouvernements locaux. Ils pouvaient réunir toute la population dans les cas de gravité extrême et vont jouer un rôle important à l'heure des luttes pour l'indépendance.

L'Uruguay à l'époque de la conquête

Les populations autochtones

À l'arrivée des Espagnols, le territoire géographique de l'Uruguay était plus étendu qu'il ne l'est aujourd'hui, ses limites naturelles comprenant l'actuelle région brésilienne de Rio Grande do Sul. Il était peuplé par des Amérindiens, majoritairement des Charruas (partie centrale et Sud-est) et, en moindre proportion, des Chanas, des Minuanes, des Yaros, des Bohanes, des Guenoas, des Arachanes. Les Charruas provenaient de l'actuelle région argentine Entre Rios. Ils s'étaient déplacés le long du fleuve Paraná pour s'installer aux bords des fleuves Uruguay, Rio Negro et de la Plata. Il est très difficile d'estimer en chiffres la population de Charruas et des autres ethnies présentes au moment de l'arrivée des conquérants espagnols. En tout cas, on estime qu'ils étaient à hauteur de plusieurs dizaines de milliers.

Les débuts de la colonisation

En 1516, l'explorateur espagnol Juan Díaz de Solís arrive sur les côtes de l'Uruguay et y meurt en essayant de conquérir ces terres par le sud-ouest. Les diverses tentatives de colonisation qui s'y succédèrent furent longtemps découragées par les Chanas et les Charruas. En 1527, Sebastian Gaboto, qui devait rentrer en Espagne «chargé d'épices, de pierres précieuses, d'or et de soie», remonta le fleuve baptisé par lui *de la Plata* (de l'argent) dans la croyance que c'était le début du chemin vers l'*El Dorado* et bâtit un fortin, vite détruit par les indigènes. En 1574, une première ville fut fondée à proximité de ces ruines. Un quart de siècle plus tard, en 1603, du bétail sera introduit par les Espagnols en Uruguay dans

le but de commencer à développer une économie, mais la résistance tenace de Charruas et l'absence d'or et d'argent dans la région auront dissuadé les européens d'y persévérer. En 1624, des missionnaires jésuites se sont établis au bord du fleuve Rio Negro.

L'expansion espagnole dans la région sera une entreprise lente, conduite surtout pour empêcher que les portugais n'atteignent les richesses du Haut Pérou (Bolivie) par voie fluviale. En 1680, les Portugais fondent la ville de Colonia del Sacramento en face de Buenos Aires, dans une tentative de domination du territoire, en violant ainsi le Traité de Tordesillas lequel établissait les limites entre les possessions des deux royaumes. De par ce fait, le Río de la Plata acquiert une importance stratégique pour l'Espagne et pour la politique internationale. Dès 1723, les Espagnols planifient et fondent la ville de San Felipe y Santiago de Montevideo [actuelle Montevideo, capitale de l'Uruguay] en tant que poste fortifié dans le but de coloniser la *Banda Oriental* (Bande à l'Est de la rivière Uruguay), sous contrôle de la vice-royauté de Buenos Aires. Il faudra attendre l'année 1749 pour que la ville ait son premier gouverneur. Ensuite, elle deviendra le port principal du Vice-royaume, ce qui va générer des conflits avec la capitale.

La naissance de l'Etat uruguayen

Les antécédents

Au début du XIX^e siècle, l'alliance de l'Espagne avec Napoléon va donner aux territoires hispano-américains un rôle stratégique et économique de grande importance pour l'Angleterre, alors en pleine révolution industrielle. En 1806, Buenos Aires sera envahi par les Anglais, qui seront vaincus 46 jours plus tard par une armée venue de Montevideo. Une seconde expédition réussit, en 1807, à prendre la place forte de Montevideo, pour y rester pendant plusieurs mois et entreprendre une nouvelle tentative d'occupation de Buenos Aires. Ils seront repoussés avec succès par l'armée avec l'appui de nombreuses milices urbaines composées de créoles et d'immigrés qui s'étaient organisés militairement. La résistance du peuple et sa participation active à la défense et à la reconquête de deux villes augmente la popularité des dirigeants créoles et des groupes indépendantistes, mettant en évidence l'incapacité de la métropole de défendre ses colonies. À Buenos Aires, lors du *Cabildo* ouvert du 10 février 1807, la volonté des créoles s'impose et le

vice-roi est destitué et remplacé. Après l'abdication du roi d'Espagne, Ferdinand VII, en faveur de Napoléon (1808), l'occupation française de l'Espagne atteint l'Andalousie en 1810. La connaissance de ces faits par la population de Buenos Aires sera à l'origine des événements qui vont se succéder du 18 au 25 mai, connus sous le nom de la Révolution de Mai.

La guerre d'indépendance

En Uruguay, inspirés par l'établissement d'un gouvernement créole à Buenos Aires, un groupe de patriotes vont prendre les villes de Mercedes et Soriano, le 28 février 1811, proclamant la fin de la domination hispanique (Révolution orientale). Cette même année, José Artigas va les rejoindre et, à la tête de la révolte, remportera la bataille de *Las Piedras*. Face à l'avancée des indépendantistes, le vice-roi demanda de l'aide aux Portugais qui vont envahir la Banda Oriental. En 1814, Artigas fonde la Ligue fédérale et invite d'autres provinces à se joindre. En 1816, les Portugais se sentant en péril vont envahir une nouvelle fois la *Banda Oriental*. Montevideo est occupée en janvier 1817 et Artigas sera vaincu en 1820, après avoir assiégé la ville deux années durant. En 1821, la province est annexée par le Brésil sous le nom de *Cisplatina*. Le 19 avril 1825, un groupe de nationaux en provenance de Buenos Aires débarque sur la côte uruguayenne, rassemble des hommes et assiège Montevideo, fait qui est à l'origine de la Guerre de la *Cisplatina*. Cette même année, un groupe de créoles notables, réunis en assemblée à La Florida le 25 août, déclarent l'indépendance de l'Uruguay. Celle-ci ne sera reconnue qu'en 1828, à partir d'une médiation anglaise, par un traité d'alliance entre le Brésil, la Confédération argentine et l'Uruguay, par lequel les deux premiers reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République orientale de l'Uruguay.

Etat uruguayen vs population indigène

La naissance de l'Etat uruguayen coïncidait avec la planification d'un génocide. À l'époque, les Charruas constituaient la seule population indigène organisée et indépendante et n'entendaient pas être assimilés ni absorbés par la civilisation européenne urbaine qui était en train de se développer. Ils ne se doutaient pas que leur extermination avait déjà été programmée. Les grands propriétaires terriens se plaignaient des gauchos et des indigènes ainsi que du vol de bétail. Il fallait, donc, donner des garanties pour que leurs exploitations deviennent rentables et prospères

sans contretemps. Le tout nouveau président de la nation, Fructuoso Rivera, considérant que les Charruas étaient inassimilables par l'organisation sociale du pays, mettra sur pied un guet-apens pour finir avec eux.

La tuerie du Salsipuedes

Le 11 avril 1831, sur la rive du Salsipuedes, Rivera convoqua à une réunion les plus importants chefs Charruas accompagnés de leurs familles et tribus, avec le prétexte de leur demander de l'aide pour la garde des frontières. On leur donnera à manger et à boire jusqu'à qu'ils ne soient presque plus capables de se défendre et, après avoir mis à l'écart leurs chevaux et leurs armes, ils seront attaqués par une troupe de 1200 soldats. Outre les indigènes morts, il y aura plus de 300 prisonniers qui seront réduits à la servitude, les femmes jeunes destinées aux services sexuels pour les troupes ou des particuliers. Ceux qui ont pu échapper seront persécutés et anéantis au cours de plusieurs expéditions ultérieures.

Les derniers Charruas

En 1833, trois caciques et une femme, considérés à l'époque comme les derniers Charruas, furent envoyés en France par François de Curel «à des fins d'études scientifiques». En réalité, ils ont été exhibés à Paris et dans d'autres villes. Quelque temps après, les trois hommes vont décéder suite aux conditions de vie mauvaises et aux traitements subis. Mais la femme réussira à s'enfuir avec sa fille née dans l'exil français. En 1938, un journal lyonnais publiait que ses descendants vivaient à Lyon. Ces chefs Charruas, qui avaient combattu lors des guerres d'indépendance sous les ordres du général Artigas, avaient été traités pire que des animaux, momifiés après leur mort et leurs organes ainsi que des morceaux de peau conservés. En 2002, la dépouille de l'un d'eux, Vaimaca Piru, a été transférée au Panthéon national de l'Uruguay aux côtés de ceux qui avaient voulu les exterminer. Vers la fin du XIXe siècle, on ne comptait qu'environ 1 000 Charruas non métissés vivant dans la région (Uruguay, Brésil et Argentine).

L'évolution de l'Etat uruguayen

1830 - Blancos et Colorados

En 1830, l'Uruguay se dote d'une Constitution démocratique au suffrage restreint. Deux grands groupements politiques

vont émerger : les *Blancos* (drapeau blanc, conservateurs), défendant les intérêts des grands éleveurs face à la bourgeoisie citadine libérale représentée par les *Colorados* (drapeau rouge, centre droit). La vie du pays sera marquée par des conflits armés entre factions politiques. Notamment une guerre civile (1843-1851), dite Grande Guerre, entre les *Blancos*, soutenus par le gouvernement argentin, et les *Colorados*, appuyés par les Français et les Anglais.

La ville de Montevideo sera assiégée plusieurs fois par les conservateurs, mais les libéraux reçoivent l'appui de Giuseppe Garibaldi accompagné de plusieurs centaines d'Italiens. Finalement, le Brésil et l'Argentine imposent la réconciliation au pays pour qu'il participe à la Guerre de la Triple Alliance contre le Paraguay (1865-1870) et assurent le pouvoir aux *Colorados*, qui vont le conserver jusqu'en 1958. Après une période de dictature militaire (1876-1890), la rivalité entre les deux factions va encore déclencher des luttes intestines à partir de la révolte des propriétaires terriens dans le Nord du pays en 1904. Ils seront vaincus par le gouvernement libéral de José Batlle y Ordóñez, qui saura sauvegarder les intérêts des grands propriétaires terriens tout en développant les droits sociaux des travailleurs par une certaine redistribution du revenu national.

1903-1930 - Consolidation de la démocratie politique, réforme sociale et prospérité économique

À la fin du XIXe siècle, la démocratie uruguayenne se consolide et connaîtra des décennies de prospérité. S'appuyant sur une économie de type agro-exportateur lui permettant de maintenir un secteur public important et un état de bien-être social de niveau européen, l'interventionnisme d'Etat se développe dans la gestion financière, le commerce et l'industrie et va redéfinir les relations entre la société civile et l'Etat. La figure de José Batlle y Ordóñez, Président à deux reprises (1903-1907 et 1911-1915), domine politiquement le début du XXe siècle. Il compte avec l'appui de la classe moyenne qui progresse grâce à la prospérité économique et le pays sera connu comme «la Suisse de l'Amérique».

Socialement, l'Uruguay connaît une période de législation du travail, de protection des travailleurs et d'autres secteurs populaires (la loi limitant le travail à huit heures a été adoptée en 1915) et des garanties pour la retraite. La loi du divorce pour faute fut approuvée en 1907 et, en 1913, les femmes obtiennent le droit au divorce par leur simple volonté. La démocratie politique se voit consolidée par le scrutin

secret et la représentation proportionnelle établis dans la Constitution de 1917. L'Etat et l'Eglise sont séparés et l'éducation est sécularisée. En 1932, les femmes auront le droit de vote.

La diffusion de la culture (avec un taux d'analphabétisme diminué et l'enseignement secondaire répandu dans le pays), l'assimilation des modèles démographiques européens par une population d'origine immigrée majoritairement, la mentalité conservatrice des classes moyennes dominantes, tout ceci explique qu'en 1930 l'image que l'Uruguay avait de soi-même était celle d'une société moderne, de type européen et très peu latino-américaine. Le pays comptait 1,9 million d'habitants et la diminution du taux de natalité était trop importante, révélant peut-être qu'il était devenu le premier pays d'Amérique latine à pratiquer de manière généralisée le contrôle des naissances.

1930-1958 - Crise économique et politique et rétablissement de la démocratie

La crise économique mondiale de 1929 se répercuta en Uruguay de 1930 à 1931. La baisse des prix des matières premières et des aliments exportés par l'Uruguay, ainsi que les restrictions sur le commerce international, génèrent une augmentation du chômage et une diminution du revenu. La lutte pour la répartition du revenu national s'accroît tandis que les associations de producteurs et de commerçants se plaignent du fardeau fiscal. Le Président Terra (élu en 1931), appuyé par quelques fractions des deux partis traditionnels, dissout l'assemblée législative et le conseil d'administration par un coup d'Etat le 31 mars 1933. Son gouvernement sera ratifié par les urnes et va se prolonger jusqu'en 1938. La progressive récupération de l'économie mondiale et la prise de position au côté des Alliés durant la Deuxième Guerre mondiale vont permettre le rétablissement de la vie institutionnelle démocratique en 1942.

Dès 1945, l'intervention de l'Etat dans l'économie se voit renforcée par la nationalisation des entreprises britanniques (transport par voie ferrée, usines frigorifiques) et la croissance industrielle consolide l'économie. Le développement culturel est très important et l'analphabétisme tend à disparaître. La hausse des prestations qui découlent des exportations uruguayennes durant la guerre de Corée (1950-1953) va encore soutenir cette prospérité. Mais, une fois la guerre finie, les exportations de viande et de laine déclinent et les efforts pour substituer les importations par des produits

nationaux ne réussissent pas. Dès 1955, la crise touche également les institutions publiques. Les changements dans l'économie mondiale, en particulier la création du Marché commun européen (1957) et le remplacement de l'hégémonie britannique en Amérique latine par celle des Etats-Unis laissent à la dérive les productions locales exportables. Dorénavant, le pays sera dépendant d'une nation dont l'économie n'est pas complémentaire de la sienne mais compétitive. La presque paralysie de l'élevage et la fin du processus d'industrialisation seront à l'origine d'une diminution permanente du revenu. Le processus de dégradation sociale, politique et économique va se poursuivre jusque dans les années 1960.

1959-1985 - Stagnation économique, fragmentation des partis politiques traditionnels, croissance de la gauche et dictature militaire

Cette étape dans l'histoire de l'Uruguay a été marquée par la crise et la stagnation économique et, dans ses dernières années, par la chute des institutions démocratiques et l'instauration d'une dictature militaire. À cette époque, inspiré par la révolution cubaine de même que d'autres mouvements similaires de par le monde autant au Nord qu'au Sud, une association clandestine d'extrême-gauche, appelée Coordinador et qui sera à l'origine du mouvement Tupamaro, est fondée dans le but de conduire une révolution socialiste. Aussi, divers groupes paramilitaires d'extrême-droite s'organisent et vont agir dans tout le territoire national, en particulier pendant les années 1970, sous la responsabilité des gouvernements constitutionnels. En 1965, la tension sociale a pris de l'ampleur. Les richesses du pays s'amoindrissent, mais leurs détenteurs continuent à prendre leur part au détriment du reste de la société, tandis que les syndicats luttent pour maintenir les conquêtes sociales obtenues auparavant au milieu d'une inflation que rien ne semble pouvoir arrêter. C'est la prolifération des habitations de fortune, la dégradation de la santé et de l'éducation publiques et l'émigration pour ceux qui peuvent encore partir.

Les partis traditionnels en alternance au pouvoir (*Blancos*, de 1959 à 1967, et *Colorados*, de 1967 à 1973) se voient fractionnés, tandis que la gauche s'unifie autour du Front élargi. En 1968, le gouvernement de Jorge Pacheco Areco (1967-1972) décrète l'état de siège. Les forces armées auront de plus en plus de pouvoir, jusqu'au coup d'Etat du 27 juin 1973, qui dissout le parlement et, en accord avec le président

Bordaberry, instaure une dictature militaire qui va durer 12 ans. Ces années de régime militaire ont été marquées par la répression de pratiquement toutes les forces politiques, avec l'interdiction des activités syndicales et l'expulsion des fonctionnaires, en particulier les enseignants, soupçonnés de gauchistes. Du point de vue économique, le gouvernement militaire a essayé d'attirer les capitaux étrangers sans pour autant améliorer la situation de détérioration des salaires réels. Parmi les conséquences de cette crise, on doit signaler l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, sans encadrement social pour les enfants, stratégie de survie adoptée autant par les secteurs populaires que par la classe moyenne. La résistance de la société au régime militaire a eu son expression la plus claire dans le rejet de la Constitution proposé par la dictature, lors d'un plébiscite en 1980, malgré la censure extrême des médias et la forte propagande officielle.

1985-1990 - Restauration de la démocratie

La crise financière et économique de 1982 fut l'accélérateur de l'inflation et surtout du chômage sans solution. La production agricole s'était raréfiée sur le territoire national, de même que la manufacture et l'industrie, et les quelques centaines de familles détenant la presque totalité des terres cultivables continuaient toujours à privilégier l'élevage extensif, sans investissements majeurs. Cette crise amènera finalement les militaires à rendre le pouvoir à la société civile dès 1985 et un processus de rétablissement de la démocratie va commencer. Lors des élections de novembre 1984, plusieurs forces politiques, autant du centre que de la gauche, étaient toujours sans droit de cité et avec des leaders emprisonnés ou réfugiés à l'extérieur. Le premier président constitutionnel post dictature (1985-1990) sera du parti *Colorado* et le suivant (1990-1995), du parti *Blanco*. Lors des élections de 1989, par référendum populaire est approuvée une loi d'amnistie des crimes et tortures commis dans le passé récent, nommée Loi de la caducité de la prétention punitive de l'Etat. Depuis cette campagne électorale, le panorama politique du pays se partage entre trois forces principales : face aux deux partis traditionnels vient de se faire une place la coalition progressiste (centre-gauche).

1991-2004 - L'intégration régionale, le libéralisme, la crise de 2002

Le faible dynamisme de l'économie s'est accompagné de déséquilibres fiscaux et de la balance commerciale, ainsi que d'un endettement extérieur croissant. Dès 1991, le cadre géopolitique est celui de l'intégration régionale : le Mercosur, qui en 1995 signe avec l'UE un accord-cadre interrégional de coopération. Les contraintes macro-économiques cantonnent l'Uruguay à un rôle de fournisseur de services au détriment d'un développement d'activités productrices. Les crédits octroyés par les grands organismes financiers internationaux conditionnent les politiques économiques sans tenir compte de la réalité sociale. Après plusieurs années avec des taux de croissance économique moyenne de 5%, l'économie va subir une grave contraction entre 1998 et 2002, avec un impact significatif sur le salaire moyen et le chômage. La pauvreté atteint 31% de la population. L'inflation s'envole, le poids de la dette publique augmente et le taux d'investissement régresse de manière significative (en 2002, quatre grandes banques ont fermé). Une récession sans précédent va submerger le pays dans une presque paralysie.

De 2005 - 2010

Depuis 1990, le gouvernement municipal de la capitale était géré par la coalition progressiste qui avait pratiqué une politique sociale dans la mesure de ses possibilités. En mars 2005, c'est cette même coalition qui arrive au pouvoir central et qui sera élue une nouvelle fois en 2009. Le nouveau gouvernement, cherchant à remédier à la situation sociale si critique du pays, lance un Plan National d'assistance sociale. Les moyens de l'Etat proviennent essentiellement de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque mondiale et des revenus liés aux usines de pâte à papier étrangères établies sur le territoire national. L'agriculture est pratiquement inexistante et des énormes extensions de terres sont vendues ou louées à des étrangers pour la culture de bois rapide et de soja transgénique. En juillet 2007, une réforme fiscale touchant fortement les classes moyennes vient privilégier encore plus l'entrée des capitaux étrangers. Paradoxe d'un gouvernement progressiste qui approfondit le modèle économique néolibéral en favorisant la pénétration transnationale, qui signe un traité de libre-échange avec les USA et qui définit sa politique macro-économique selon les directives de la Banque mondiale.

À partir de 2005, les taux de croissance du PIB seront très élevés par rapport à la moyenne historique. Une augmentation du salaire réel moyen s'ensuit, ainsi qu'un taux d'inflation à un seul chiffre. Malgré les changements positifs dans la macroéconomie une vulnérabilité structurelle persiste, liée au fait que l'économie uruguayenne est basée sur la production et l'exportation de produits primaires à faible valeur ajoutée. Alors que le taux de chômage a chuté fortement, le marché du travail montre une pénurie de travailleurs hautement qualifiés ainsi que de main d'œuvre qualifiée et une grande partie de la population active est sous-employée ou dans les secteurs à faible productivité. Le taux d'investissement étranger direct ne dépasse pas 2,5% du PIB, la dette extérieure frôle 50%. La balance commerciale présente un certain déficit tandis que le problème de la dette intérieure se voit légèrement compensé par l'affaiblissement du dollar américain.

Annexe 4 – Uruguay Pauvreté, exclusion et genre

Le concept de pauvreté n'est politiquement pas neutre : les définitions sont multiples et influent sur la manière de caractériser un problème ou de définir un objectif et les indicateurs pour évaluer l'impact de l'action. La notion de pauvreté est associée au manque de ressources matérielles de base, mais on tend de plus en plus à y incorporer des besoins non matériels, tels que l'exercice des droits, la capacité de réalisation personnelle et le renforcement des capacités (*empowerment*). Il est aujourd'hui reconnu que vivre dans la pauvreté a un impact non seulement sur le bien-être physique des gens, mais aussi sur le plan psychologique et social ainsi que sur leur aptitude à participer aux activités de la vie en général.

Dans ce sens, Amartya Sen²⁸ a affirmé que la pauvreté doit se considérer comme l'absence de capacité pour se réaliser. Cette définition est particulièrement applicable aux jeunes adolescentes bénéficiaires du projet qui, pour des raisons diverses, n'arrivent pas à accéder aisément aux services publics existants dans des domaines tels que l'éducation, la formation pour le travail, la santé. Cette définition de la pauvreté tient compte d'une dimension subjective ou culturelle qui se traduit par une situation d'isolement, de dévalorisation et de dépendance. Bien que difficile à mesurer, c'est un élément clé à l'heure de définir un programme.

Le concept d'exclusion sociale, associé à cette façon multidimensionnelle d'analyser la pauvreté, recouvre quatre domaines :

- institutionnel (le travail, la sécurité sociale, la légalité, etc.);
- social (les groupes et les réseaux, la famille, les organisations sociales, les syndicats);
- culturel (les repères de comportement et de compréhension de la société: les normes et croyances acceptées socialement);
- spatial (le territoire et l'emplacement géographique).

On peut dire que les jeunes adolescentes à Villa Española, mentionnées dans le projet CMU, vivent des situations d'exclusion dans ces quatre domaines.

L'approche de genre permet d'analyser la réalité des femmes d'une manière similaire à l'analyse multidimensionnelle

de la pauvreté. Les stratégies d'intervention visent alors à concrétiser les droits des femmes et à augmenter leur capacité de prise de décisions. A l'origine, on remarque les rapports de pouvoir inégaux entre les hommes et les femmes, autant dans le privé que dans le public, produit de constructions culturelles leur octroyant des rôles différenciés avec des valorisations symboliques favorisant le masculin. Cette division hiérarchisée se traduit pour les femmes en moindres possibilités de participation dans les domaines du travail, de l'économie et de la politique. Ceci agit sur leur indépendance, leur sexualité, leur intégrité, et par l'*empowerment*, on vise à agir à l'encontre de cette division du travail et à développer l'autonomie des femmes dans ces domaines.

Féminisation de la pauvreté

Depuis des années, on constate la féminisation de la pauvreté. Aujourd'hui, plus de 70% des pauvres du monde sont des femmes ainsi que 60% des travailleurs pauvres, soit un quart du total des travailleurs. Ceci s'accompagne de la féminisation des migrations et de la croissance des inégalités qui sont allées de pair avec la mondialisation. Les femmes étant surreprésentées dans l'économie informelle et les emplois non qualifiés, les inégalités hommes-femmes s'en trouvent aggravées. La pauvreté entraîne aussi des inégalités dans la santé, la nutrition et l'éducation. Socialement, les migrantes, les handicapées, les femmes chefs de famille monoparentale, les chômeuses, les sans-domicile-fixe, les précaires à temps partiel, les rurales, les moins de 25 ans et les plus de 55 ans sont souvent plus pauvres que les autres femmes.

Le taux de femmes au chômage est plus élevé que celui des hommes, tandis que les salaires sont plus bas. Ceci s'accompagne de la détérioration des conditions d'emploi, surtout en raison de la précarité des contrats et du manque de protection sociale. Les moins qualifiées sont les plus vulnérables, avec une forte instabilité de l'emploi, des salaires très bas, des horaires flexibles et extensibles, sans avantages sociaux ou aide publique pour les décharger du travail domestique. De plus, les législations du travail ne les protègent pas, en particulier en ce qui concerne les femmes migrantes, les handicapées et celles qui travaillent à domicile.

Pratiquement absentes dans les instances de décision économique et les postes de responsabilité, les femmes sont

surreprésentées dans le temps partiel au Nord et dans le travail informel au Sud. Globalement, les stéréotypes sexistes persistent autant au niveau professionnel que familial. Dans la plupart des pays, les femmes ne sont pas considérées en tant qu'individus à part entière mais plutôt en tant que filles, épouses ou mères, ce qui les empêche parfois de travailler ou d'avoir accès à la propriété, aux crédits, aux ressources naturelles, à la transmission de richesses, héritage ou autre, se retrouvant en permanence sous la tutelle d'un homme. Seulement 1% des terres du monde appartiennent à des femmes.

Bien que la pauvreté et le genre impliquent des logiques de pouvoir différentes, elles se croisent et génèrent des situations qui renforcent les désavantages et les carences des femmes pauvres en termes de droits et de capacités dans divers domaines, tels que l'accès à l'éducation, au développement et au travail. Les dimensions objectives et subjectives de la pauvreté des femmes et les logiques de pouvoir qui agissent dans le public et le privé sont très en rapport. Des stéréotypes sexistes continuent à conditionner l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des femmes vers des filières dites féminines tournées vers les services, peu qualifiantes et peu rémunérées. Parfois, le droit à l'éducation leur est encore dénié et elles constituent la majorité des analphabètes du monde. Les femmes ont une charge majeure dans la tâche reproductive, ce qui agit sur leur temps personnel et leur faible valorisation. Elles continuent à supporter pratiquement seules le poids de l'organisation familiale et du travail domestique, dont l'apport économique majeur n'est jamais pris en compte, ce qui ne leur laisse que peu de temps et d'énergie à consacrer au travail rémunéré. Les déterminantes de genre définissant à la base la pauvreté des femmes sont, donc :

- la fonction biologique de procréation, qui n'a pas de valeur économique dans les sociétés contemporaines ;
- la fonction sociale de prise en charge des membres de la famille, qui limite la capacité de la femme à décider sur son emploi du temps et sa force de travail ;
- le travail domestique non rémunéré, qui impose des restrictions à la participation dans la sphère publique dans des conditions d'égalité et qui est générateur de dépendance économique vis-à-vis de l'homme.

On retrouve ces caractéristiques dans la situation des adolescentes-mères et leur façon de vivre leur maternité. On

peut aussi voir comment celles-ci renforcent les caractéristiques subjectives de la pauvreté : la dépendance économique, l'isolement par rapport aux réseaux sociaux d'appui et de participation, la dévalorisation personnelle.

Notes

- 1 Groupes de voisins organisés pour faire face à la répression qui sévissait durant la période de la dictature
- 2 Dans les années 2000, le gouvernement lance ce plan pour faire face au chômage très important et créer de l'emploi. Grâce à ce plan, les associations vont acquérir des machines pour équiper les groupes de production.
- 3 On appelle *sojización* la culture intensive du soja transgénique. Les pratiques culturelles qui accompagnent le soja transgénique ont amené une concentration des terres entre les mains des grands propriétaires terriens, une réduction des emplois agricoles et finalement un exode des populations rurales. Le remplacement des cultures vivrières par le soja affecte la sécurité alimentaire des populations les plus démunies. Les séquelles écologiques qui découlent de l'importance qu'a prise le soja sur le territoire argentin s'expliquent par la dégradation des sols, la déforestation et l'augmentation de la consommation d'herbicides. Quant aux herbicides à base de glyphosate, puissants désherbant auxquels seul le soja transgénique est résistant, leur utilisation affecte la biodiversité et la santé humaine. [www.usherbrooke.ca/biologie/fileadmin/sites/biologie/documents/Programmes_d_etudes/Ecologie_internationale/Morin_Olivier_ECL_741_essai_version_finale.pdf]
En 2008, la Présidente Cristina Kirchner a essayé de taxer plus lourdement l'exportation de soja, afin de pousser les producteurs à diversifier, mais le puissant lobby agroalimentaire a eu gain de cause et la loi [125] n'a pas passé la rampe du congrès.
- 4 La Rencontre nationale des femmes est un événement annuel, unique au monde, qui se tient en Argentine depuis 1986. Pendant une semaine y sont proposés des ateliers, des conférences ainsi que d'autres activités, toutes en rapport avec la thématique « genre ». Chaque année, la manifestation est organisée dans une ville différente et des femmes de tout le pays s'y déplacent pour l'occasion mais, de plus en plus, d'autres femmes d'Amérique latine font le déplacement.
- 5 En Colombie le terme de *corregimiento* s'applique aux territoires n'ayant pas le caractère de municipalité, et donc subordonnés à une municipalité.
- 6 Le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Il s'agit d'un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale. [Source consultée le 23/08/2013: http://fr.wikipedia.org/wiki/Coefficient_de_Gini]
- 7 L'action de tutelle en Colombie assure la protection des droits constitutionnels et propose une solution d'ordre judiciaire de protection, restitution ou réparation du droit fondamental lorsqu'une action ou omission entraîne une menace ou une violation de ce droit. [Source consultée le 23/08/2013: www.sudoc.fr/113653727]
- 8 Le programme PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) est un ensemble d'études menées par l'OCDE et visant à la mesure des performances des systèmes éducatifs des pays membres et non-membres. [Source consultée le 23/08/2013: http://fr.wikipedia.org/wiki/Programme_PISA]
- 9 Les épreuves SABER sont des examens que réalise l'Institut colombien pour la promotion de l'éducation supérieure (ICFES) afin d'évaluer la qualité de l'éducation de base au milieu et à la fin du primaire, du secondaire (premier et deuxième cycles) et des études supérieures.
- 10 Le PEI est la stratégie fondamentale, inscrite dans la Loi générale d'éducation de Colombie (Loi 115 de 1994), qui vise à favoriser la transformation des institutions éducatives, définir la formation des apprenants et des apprenantes et améliorer la qualité de l'enseignement.
- 11 Recensement DANE, 2005
- 12 Le nombre de personnes atteignant leurs objectifs se réfère aux apprenants qui accomplissent les buts qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés. Il peut s'agir, par exemple, de comprendre des textes utiles au quotidien, de communiquer par écrit, d'établir les comptes de leur petit commerce, de connaître leur environnement municipal et les services publics, etc.
- 13 Les certifiés sont les apprenants qui ont validé les études de l'éducation de base, c'est à dire l'équivalent de la fin du primaire.
- 14 Estudio Temático Transnacional para la Trienal 2011. Asociación para el Desarrollo de la Educación en África-ADEA. Caso: Educación de Adultos con Mujeres en tres municipios del Vallé de Aburrá-Colombia. Corporación Educativa CLEBA, Medellín, Mayo 2011.
- 15 Avec une superficie de 176 220 km².
- 16 Après plusieurs années avec des taux de croissance économique moyenne de 5%, l'économie va subir une grave contraction entre 1998 et 2002, avec un impact significatif sur le salaire moyen et le chômage. La pauvreté atteint 31% de la population. L'inflation s'envole, le poids de la dette publique augmente et le taux d'investissement régresse de manière significative (en 2002, quatre grandes banques ont fermé). Une récession sans précédent va submerger le pays dans une quasi-paralysie.
- 17 L'Etat avait abandonné tout ce qui relève de la politique sociale. Le nombre de gens sans formation spécifique augmentait chaque jour. La crise de l'emploi et du logement, liée à la migration vers la capitale, avait poussé de plus en plus de familles à occuper des habitations de fortune avec des conséquences néfastes sur l'hygiène, la santé et les rapports familiaux. Les enfants ont été les plus touchés par cet état de choses: déplacés, chassés par l'école et par la famille, la rue est devenue leur lieu privilégié pour survivre. Ils se sont vus contraints d'exercer toute sorte de petits travaux informels, mendier, faire les poubelles, voler ou se prostituer.

- 18 Depuis 1990, le gouvernement municipal de la capitale était géré par la coalition progressiste qui avait pratiqué une politique sociale dans la mesure de ses possibilités. En mars 2005, c'est cette même coalition qui arrive au pouvoir central et qui sera élue une nouvelle fois en 2009.
- 19 Ce programme s'articulait autour de six axes thématiques : Uruguay démocratique, visant à renforcer le processus démocratique et ses institutions, promouvant la participation citoyenne par une décentralisation des fonctions gouvernementales ; Uruguay social, cherchant à s'attaquer à l'urgence sociale existante et à promouvoir l'intégration sociale en concentrant les efforts sur les plus vulnérables ; Uruguay productif, visant à une croissance économique élevée et soutenue ; Uruguay innovateur, programme voué au développement technologique et visant les capacités d'innovation ; Uruguay intégré, misant sur le renforcement des relations politiques et commerciales entre l'Uruguay et ses voisins et une meilleure articulation du pays avec le reste de l'économie mondiale ; Uruguay culturel, établissant la nécessité de promouvoir le débat culturel dans le pays, développant le sens de la dignité démocratique ainsi qu'une culture de la diversité.
- 20 La Unión abrite 5% de la population de Montevideo, capitale de l'Uruguay. Cette zone commerçante, sorte de grand carrefour dont l'artère principale s'étend du centre au nord-ouest de la ville, est un lieu de passage et d'échange. Pour ses 70 000 habitants, dont plus de la moitié sont des femmes, les insuffisances du secteur public se traduisent par la précarité des logements, l'accès limité aux services de santé. Le chômage règne. Plus de 50 % des foyers vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont 10 % dans l'indigence.
- 21 Son statut juridique est celui d'association civile à but non lucratif. Inscrite en février 1989 sous le N° 5215, elle a pris la forme d'organisation non gouvernementale de développement. Son siège ainsi que le centre de formation « Equidad » et les services de santé se trouvent à Montevideo, dans la zone de La Unión ; le centre Apuesta Joven est à Villa Española, en convention avec le syndicat FUNSA et l'Institut national de l'enfant et l'adolescent (INAU) ; le centre « Arrimate Toledo » est actif dans le département de Canelones, en convention avec l'Institut national de la jeunesse (INJU) et la ville de Toledo.
- 22 Depuis ses débuts, CMU a pu bénéficier de l'appui de diverses agences de coopération internationale : COSPE (Italie), ICCO (Hollande), Solidarité socialiste (Belgique), Solidaridad Internacional (Espagne), Interamerican Foundation (USA), Umverteilegen (Allemagne), Global Fund, fondation Marie Schlei, Mama Cash (Allemagne), MCI (Suisse), l'Union européenne, l'Unicef, le Pnud, l'UNFPA et la Banque interaméricaine de développement.
- 23 Avec l'INAU, l'Administration nationale de l'éducation publique (ANEP), le Ministère de la santé publique (MSP), le Ministère du développement social (MIDES), l'Institut national de la jeunesse (INJU), le Ministère de l'éducation et de la culture (MEC), l'Institut national de l'emploi et de la formation professionnelle (INEFOP), la municipalité de Montevideo (programmes Proimujer et In Mujeres), diverses communes de Montevideo (programme municipal Comunas Mujer) et d'autres municipalités départementales.
- 24 La quatrième Conférence mondiale sur les femmes s'est tenue sous l'égide de l'ONU à Beijing en Chine du 4 au 15 septembre 1995. Deux documents sont issus de cette conférence : la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.
- 25 La 6^{ème} Conférence internationale d'éducation des adultes de l'UNESCO (dite « CONFINTEA VI ») a eu lieu du 1^{er} au 4 décembre 2009 à Belem au Brésil.
- 26 Pour étayer chacune de nos affirmations nous citons un exemple concret qui a été évoqué dans le travail de groupe.
- 27 Les citations, sauf indication spécifique, sont des extraits des conclusions de l'atelier Formation, dont les participants, porteurs de projets, ont été réunis par le MCI à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire.
- 28 Le *Buen Vivir* est un concept plus qu'un mouvement. Ce concept, d'abord porté par les mouvements autochtones et écologistes en Équateur ainsi que d'autres organisations sociales, reprend aussi des propositions nées en Europe dans les années 1960 comme la critique du productivisme, du développement, etc. [Source consultée le 6/10/2013 : www.lesarkophage.com/f/index].
- 29 Jamais entièrement réalisé, devenu plus tard la revendication du 0,7%, toujours pas réalisée».

